ISSN 1662 – 4599

26 janvier 2015
14e année
No 2

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

AZA
8044 Zürich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Retour à l'autodétermination en politique des changes

A propos de la décision de la Banque nationale suisse

par Reinhard Koradi, Dietlikon

A la surprise de tout un chacun, la *Banque nationale suisse* (BNS) a renoncé à soutenir l'euro. Pendant plus de trois ans, le cours minimal de 1,20 francs suisses par euro était resté intouchable. A la veille de son volte-face, la Direction générale de la BNS avait assuré qu'on ne toucherait pas au cours minimal.

Reprise de l'autodétermination en matière de changes

En liant le franc à l'euro, la Suisse avait sacrifié sa souveraineté des changes. Quelle que soit l'argumentation adoptée, on ne saurait renoncer sans nécessité à l'autodétermination sans commettre une très grave négligence. Or une telle nécessité n'a jamais existé, car, depuis la renonciation à la souveraineté des changes, rien n'a changé fondamentalement dans les conditions que connaît l'industrie d'exportation en politique des changes. Si cette mesure est abolie aujourd'hui, cela prouve uniquement qu'une politique des changes erronée avait été adoptée il y a plus de trois ans. La correction s'imposait donc, – mais la population suisse doit être informée des conséquences de la décision d'alors et de la renonciation actuelle aux achats de soutien de l'euro. Il ne suffit pas d'invoquer l'indépendance de la BNS.

Pourquoi cette volte-face?

Seul celui qui dirige notre politique des changes, *Thomas Jordan,* peut répondre à cette question. Sa déclaration selon laquelle poursuivre une politique des changes épisodique n'a aucun sens manque de substance. Personne n'a cru sérieusement que la liaison du franc suisse à l'euro serait durable. La décision confirme bien davantage que la politique des changes et la politique monétaire qui en découle sont pure spéculation. Jeu risqué, l'inégalité des paramètres et des rapports de force ne permettant qu'un perdant: la Suisse et sa population. A propos du moment de la volte-face, Jordan s'est exprimé de la façon suivante lors de sa conférence de presse à Zurich: «C'était le bon moment pour renoncer au cours minimal.»

Compte tenu du bilan de la BNS, du montant considérable des devises, qui ne peut plus être réduit aux cours payés, le moment est adéquat, car d'autres achats d'euros auraient placé notre institut d'émission dans une situation précaire. A la «monnaie de papier» sans valeur intrinsèque fait face une valeur au bilan de 500 milliards de francs. La politique de la masse monétaire que mène la *Banque centrale européenne* (BCE) et la politique d'endettement des pays d'Europe déterminants ont abouti à des pressions massives sur l'euro que la BNS ne pouvait plus maîtriser. Le danger potentiel d'un retrait de la Grèce de la zone euro représente également un risque élevé pour l'euro. Il n'y a donc aucun signe que la chute de l'euro pourrait être freinée tant soit peu.

La question suivante se pose de façon urgente: pourquoi ceux qui déterminent notre politique des changes n'ont-ils pas réagi plus tôt à la chute des changes qui se dessinait depuis longtemps? Seule la Direction générale de la BNS peut dissiper le soupçon que sa décision a été différée en raison de la votation relative à l'initiative sur l'or (obligation de tenir 20% des réserves en or).

Qui paie les frais de la politique des changes erronée?

Il n'a pas encore été répondu à cette question, mais il est déjà évident que la Banque nationale a essuyé une perte comptable considérable. Le patrimoine de la BNS appartenant au peuple suisse, celui-ci paie la facture. L'épargnant et le rentier pourraient également souffrir du revirement. On ne peut pas non plus exclure que l'économie suisse pâtisse de la situation. Si et dans quelles proportions l'emploi souffrira de cette évolution dépend largement des entreprises et des consommateurs suisses. Dans notre pays, la consommation privée, à savoir la demande intérieure, reste un pilier de la conjoncture. A ceux qui prétendent qu'il s'agit d'une protection archaïque du pays et d'une action entravant la liberté des échanges, je rétorque que, par le bas niveau de l'euro, c'est précisément ce que fait l'Union européenne pour son industrie d'exportation.

Toutefois, la vigueur du franc a ses aspects positifs. Les importations deviennent meilleur marché et le pouvoir d'achat augmente. Pour un pays qui doit pratiquement importer toutes ses matières premières se dessine ainsi un élément positif.

Le «choc» permettrait aussi de faciliter les tâches productives des arts et métiers, de l'agriculture et de l'industrie en réduisant rigoureusement les tâches administratives excessives proposées par les autorités.

Leçons à tirer

Il faut considérer la liaison du franc à l'euro comme une faute à ne pas répéter. Si l'on faisait une analyse coûts-bénéfices de cette politique des changes aventureuse, les charges dépasseraient de loin les profits. Les centaines de milliards directement investis par notre économie auraient rapporté bien davantage que la roulette au casino des marchés des changes.

Les expériences faites ces dernières années ont montré des lacunes dangereuses dans la stratégie et la tactique des négociateurs suisses. Les relations amicales à tout prix recèlent le risque d'être dupé. Dans le cadre d'accords de libre-échange, la Suisse doit défendre ses intérêts politiques et économiques légitimes en tant que partenaire égal et les faire valoir dans ses contrats, y compris par des clauses de protection, des normes de sécurité et la possibilité de modifier les contrats si les conditions cadres changent.

Cependant, il me semble essentiel que la politique, l'économie et le peuple reconnaissent que notre autodétermination et nos droits souverains ne soient plus jamais limités ni ne puissent faire l'objet de transactions, sous quel que prétexte que ce soit. La souveraineté de notre pays est et reste non négociable. Ayons confiance en notre force, notre talent et notre volonté politique de prendre en mains le destin de notre pays, de manière souveraine et libre. Cette attitude est indispensable si nous voulons forger un avenir axé sur le bien commun et l'indépendance. La souveraineté de la Suisse, son autodétermination – que chaque Etat peut exiger – ne doit plus être sacrifiée à de prétendus avantages économiques. Tel est le cas des prochaines négociations bilatérales entre la Suisse et l'UE. Si le conseiller fédéral *M. Schneider-Ammann* réagit à la nouvelle politique des changes de la BNS en s'exclamant: «Maintenant, il convient de renforcer les bilatérales», la délégation suisse aux négociations doit se voir fixer des limitations. Oui, mais sans renonciation à nos droits souverains. Nous ne nous laissons pas priver de nos libertés. Comme tous les autres Etats, la Suisse, Etat souverain, doit être respectée et traitée en conséquence.

La liberté implique le sens des responsabilités, la souveraineté conduit à la solidarité. Dans la situation actuelle des changes, la tentation de s'enrichir est grande. Pourquoi ne pas être solidaire avec la place industrielle suisse et avec les travailleurs du pays? Si la décision de la BNS devait avoir provoqué un choc, ne serait-ce pas faire preuve de maturité, plutôt que de s'agiter et de paniquer (voir la bourse), que de s'attacher à ce qui rassemble? Honorez le travail du pays et achetez les produits suisses – tout simplement parce que ce comportement a un sens: au lieu de vagabonder dans le lointain, estimez et apprenez à utiliser ce qui est bon et se trouve à proximité. •

Réflexions géopolitiques en début d'année

par Bruno Bandulet

Bruno Bandulet (photo mad)

Toute personne à la recherche d'explications concernant la politique étrangère et la géopolitique russe sous l'ère de *Poutine* tombe inévitablement sur deux versions différentes. L'une voit la Russie comme étant une puissance agressive, désireuse de démanteler l'ordre européen tel qu'il s'est établi après la chute du Mur de Berlin et de récupérer ce qu'elle a perdu lors de l'effondrement de l'Union soviétique. L'autre version dit que la Russie sous Poutine ne se comporte pas différemment des autres grandes puissances, y compris d'occasionnelles violations du droit international, que ce n'est pas à tort que les dirigeants à Moscou se sentent encerclés par les Etats-Unis et l'OTAN et qu'ils défendent essentiellement les intérêts nationaux d'un Etat souverain. Pour anticiper le résultat de mon analyse: je suis convaincu que l'initiative stratégique dans le nouveau conflit Est-Ouest part des Etats-Unis, qu'il a été sciemment provoqué par Washington et que la Russie opère dans une situation de défense stratégique.

«Les Etats-Unis ont lancé une guerre financière et économique contre la Russie, à laquelle les Européens participent bon gré mal gré. Washington poursuit peut-être même le but final naïf de renverser Poutine pour le remplacer par un gouvernement pro-américain. A Washington, l'‹Office of Terrorism and Financial Intelligence› est responsable de cette guerre. C'est l'un des 16 services secrets américains pour lesquels les Etats-Unis investissent davantage d'argent que l'Allemagne pour toute sa Bundeswehr. La direction de cette entité incombe à David S. Cohen, sous-secrétaire au département des Finances des Etats-Unis.»

«Les Etats-Unis sont une puissance navale typique»

Ce sont d'abord les rapports de force réels qui vont à l'encontre de la thèse que la Russie serait un agresseur dangereux. La Russie est avec ses 17 millions de km^2 le pays le plus grand du monde et, avec ses réserves en gaz naturel les plus grandes du monde, un géant en ressources naturelles et certes, avec ses milliers d'ogives nucléaires, une puissance nucléaire égalant les Etats-Unis et, quant aux armes conventionnelles, la puissance militaire la plus puissante d'Europe. Il serait tout de même suicidaire de risquer une guerre contre les Etats-Unis. La puissance militaire dépend toujours aussi de la force économique. Faisons un calcul simple: le produit intérieur brut des Etats-Unis s'élevait en 2013 à 16 800 milliards de dollars, celui de la Russie à 2 100 milliards. Puisque la part du PIB réservée aux dépenses militaires était avec 4,4% plus ou moins identique, les Etats-Unis peuvent donc se permettre un budget de défense huit fois plus élevé. Les Etats-Unis sont une puissance navale typique avec des centaines de bases militaires dans le monde entier, avec une marine d'une puissance irrattrapable et pouvant intervenir militairement à n'importe quel point du globe. La Russie, quant à elle, est une puissance terrestre typique qui, après avoir perdu son influence suite à sa défaite lors de la guerre froide, dut se retirer sur son propre territoire. Pour des raisons géographiques, la Russie est invincible alors que les Etats-Unis ne sont même pas attaquables.

«Jamais auparavant un empire de cette envergure s'était dissolu lui-même si vite et si paisiblement»

Les Européens, ont-ils au moins eu raison de craindre les Russes? A considérer les faits, l'hystérie incitée de manière particulièrement pénétrante par le quotidien «Bild-Zeitung», n'est nullement justifiée. Avec ses 13 000 milliards d'euros, la production économique annuelle des 28 Etats de l'UE excède de loin celle de la Russie. Même pour l'armée, les Européens dépensent considérablement plus que les Russes: plus de 200 milliards d'euros

Suite page 2

«Réflexions géopolitiques en …»
suite de la page 1

contre 85 milliards. Ainsi, on est en droit de se demander pourquoi 505 millions d'Européens doivent se faire protéger par 316 millions d'Américains contre 143 millions de Russes, et à quoi servent en réalité les bases militaires américaines en Europe occidentale et orientale.

La version de l'éternel agresseur Russie n'est pourtant pas nouvelle, elle faisait, notamment pendant l'ère d'*Adenauer*, l'unanimité également en Allemagne. A cette époque, parut un livre intitulé «Das Perpetuum mobile» présentant toute l'histoire russe en tant que l'histoire d'une perpétuelle expansion violente, interrompue uniquement par d'occasionnelles phases de faiblesse. Adenauer lui-même tenait beaucoup à ce livre. La thèse a pourtant été ouvertement falsifiée lorsque l'Union soviétique libéra, en 1990 dans son avant-dernière année d'existence, la voie pour la réunification allemande – et, ensuite, en offrant l'indépendance non seulement aux Etats du bloc de l'Est, mais à de grandes parties de son propre territoire, y compris les pays baltes. Jamais auparavant un empire de cette envergure s'était dissolus lui-même si vite et si paisiblement. Dans une perspective réelle, l'Armée rouge aurait bel et bien pu maintenir ses positions en Allemagne centrale et dans le Bloc de l'Est pendant encore quelques années.

«Les oligarques pillent l'Etat»

En compensation, *James Baker,* secrétaire d'Etat des Etats-Unis, garantit aux Russes que l'OTAN n'avancerait pas vers l'Est. *Gorbatchev* et également *Eltsine,* qui démantela l'Union soviétique au tournant de l'année 1991/92 et prit la fonction du président russe, devinrent les chouchous des médias occidentaux et cela probablement parce que Eltsine représentait un Etat militairement impuissant, économiquement ruiné et sans aucune influence au niveau géopolitique – une Russie totalement inoffensive qui semblait sur le point de s'intégrer dans l'Occident. Pour les Russes eux-mêmes les années sous la présidence d'Eltsine et toute la décennie des années 90 représentèrent un cauchemar. Les privatisations préconisées par les conseillers occidentaux permirent à un petit cercle d'oligarques – comme on les nomma par la suite – de piller l'Etat et d'amasser des fortunes allant à des milliards. La population fut livrée à la paupérisation et à une inflation galopante. Le taux des naissances s'effondra et l'espérance de vie baissa rapidement. Le 17 août 1998, la Russie était en faillite. Lors de cette période de déclin, la direction à Moscou n'avait cependant pas oublié ou éliminé ses traditions et intérêts géopolitiques. Le fait qu'en 1999 l'OTAN intégra la Pologne, la République tchèque et la Hongrie dans une première tranche de son élargissement, irrita sérieusement le Kremlin. Mais Eltsine était trop faible pour s'y opposer.

«Le retour phénoménal de la Russie»

Le vent tourna à nouveau quand Eltsine, présenta sa démission le 31 décembre 1999 en passant les affaires de l'Etat, conformément à la Constitution, à Vladimir Poutine, le Premier ministre en exercice depuis août 1999. En mars 2000, Poutine fut élu président de la Fédération de Russie, avec 52,9% des voix. Sans la hausse du prix du pétrole, le retour phénoménal de la Russie n'aurait certes pas été possible dans la même mesure. A la fin de l'année 1998, le prix de la sorte WTI avait chuté à 10,65 dollars et grimpa jusqu'en 2008 à 147 dollars, ce qui fit affluer des torrents d'argent dans les caisses de l'Etat permettant ainsi la renaissance russe. A la même époque, l'index des actions russes RTS explosa de 38 à 2498.

«Der Gegner heisst Moskau» [L'ennemi s'appelle Moscou] voilà le gros titre de la une de l'édition du 6 septembre 2014 du quotidien strictement pro-américain «Neue Zürcher Zeitung». Mais cette Russie n'était plus un cas désespéré en voie de devenir un second Bangladesh, mais à nouveau une grande puissance de taille moyenne disposant d'une armée entièrement réaménagée et prête à intervenir, un bilan équilibré, un taux de dettes de 12% seulement, avec des réserves monétaires en devises et en or à hauteur de 470 milliards de dollars et avec des dettes extérieurs maîtrisables, en dépit des diverses sanctions occidentales. Et il s'agissait d'une Russie sûre d'elle et avec de moins en moins de scrupules à défendre ses intérêts et à essayer de les imposer.

«Cela donne à penser que non seulement Genscher mais trois autres anciens chanceliers – Schröder, Schmidt et Kohl – sont de l'avis que la voie américaine face à la Russie est une erreur. Cela donne à réfléchir et la raison est claire: les intérêts allemands dans cette question ne sont pas les mêmes que les intérêts américains.»

Cela ne veut pas du tout dire que Moscou puisse prendre les sanctions occidentales à la légère. Les Etats-Unis ont lancé une guerre financière et économique contre la Russie, à laquelle les Européens participent bon gré mal gré. Washington poursuit peut-être même le but final naïf de renverser Poutine pour le remplacer par un gouvernement pro-américain. A Washington, l'«Office of Terrorism and Financial Intelligence» est responsable de cette guerre. C'est l'un des 16 services secrets américains pour lesquels les Etats-Unis investissent davantage d'argent que l'Allemagne pour toute sa Bundeswehr. La direction de cette entité incombe à *David S. Cohen,* sous-secrétaire au département des Finances des Etats-Unis.

Une des subdivisions de cette entité est l'«Office of Foreign Assets Control». C'est là qu'on trouve la liste des individus, des banques, des entreprises pétrolières et gazières russes soumises aux sanctions. L'effet de cette liste repose sur le fait que tout citoyen américain contrevenant est punissable. Donc ces sanctions sont reprises par l'UE ou si elles ne le sont pas encore, toutes les entreprises non-américaines la respectent en obéissant par avance, parce qu'elles craignent la vengeance de l'Oncle Sam. C'est ainsi que les choses se passent depuis longtemps, par exemple avec les sanctions contre Cuba et contre l'Iran. Le cas de *BNP Paribas* est l'exemple le plus récent de cette sorte d'abus de pouvoir.

«Les Saoudiens font baisser le prix du pétrole»

Il serait particulièrement néfaste pour les Russes s'ils étaient exclus – comme l'Iran depuis plusieurs années – du réseau *Swift*, le réseau interbancaire pour les virements bancaires internationaux basé à Bruxelles. Si cela était le cas, des parties essentielles du système financier international ne seraient plus accessibles. Les Européens participeraient-ils à une telle opération? Jusqu'à présent, les sanctions visent l'industrie du pétrole et du gaz russe ainsi que les banques. Le financement des grands groupes sur les marchés des capitaux étrangers ont été entravés ou limités et en outre, on a interdit aux groupes pétroliers occidentaux tels *Exxon* et *Royal Dutch* de continuer leur coopération contractuelle avec les entreprises russes pour l'exploration, notamment en Sibérie et en Arctique.

En même temps, les Saoudiens, alliées des Etats-Unis, font baisser le prix du pétrole. Cela a été probablement planifié lors de la visite du secrétaire d'Etat américain *John Kerry* en Arabie saoudite en septembre. Cette monarchie fondamentaliste a son propre agenda. Elle nuit à son rival l'Iran pour qui le prix du baril devrait excéder les 100 dollars. Elle nuit à l'Irak gouverné par des chiites, mais également à la Russie qui, par son intervention diplomatique, a sauvé le souverain syrien *Assad* d'une attaque militaire américaine – et probablement aussi l'Iran.

Pour maintenir son budget d'Etat équilibré, la Russie a besoin d'environ 100 dollars par baril. Cet automne, le prix du pétrole de la sorte américaine WTI est descendu à moins de 80 dollars, car l'Arabie saoudite et le Koweït ont ouvert les robinets. Il est juste que l'extraction du pétrole aux Etats-Unis même, en particulier celle de l'huile de schiste, exige un prix relativement élevé pour rester rentable – 80 dollars en moyenne et la limite critique est déjà presque atteinte aux Etats-Unis. Cela semble être accepté jusqu'à nouvel ordre, puisque les prix bas du pétrole sont une puissante arme dans le conflit avec la Russie et qu'ils agissent tel un programme conjoncturel sur l'économie américaine. La question est seulement de savoir qui aura le plus long souffle. Si l'année prochaine le prix du pétrole baisse encore une fois d'un tiers ou même de la moitié, les finances publiques russes arriveront à leur limite et les Américains devront également s'attendre à des faillites d'entreprises et – à moyen terme – à une nouvelle réduction de la production de pétrole.

«Vers une vaste coopération égale en droits dans l'Europe toute entière»

On ne peut pas reprocher à Poutine d'avoir voilé ses ambitions. Son «grand design» géopolitique est assez transparent. Le 25 septembre 2001, il a parlé en allemand devant le Bundestag et a invité l'Europe – en insistant spécialement sur la République fédérale, «partenaire économique principal de la Russie» et «interlocuteur déterminant en politique extérieure» – à coopérer. Et Poutine de proclamer devant les députés allemand: «Aujourd'hui, nous devons déclarer avec certitude et détermination que la guerre froide est définitivement terminée!» Il a également plaidé en faveur d'une «vaste coopération égale en droits dans l'Europe toute entière». L'année suivante, il alla plus loin et conjura à Weimar l'esprit de Rapallo.

Poutine avait sous-estimé à quel point l'Allemagne était liée à l'alliance avec l'Amérique et à quel point sa marge de manœuvre en politique étrangère était limitée. Malgré diverses tentatives, l'idée d'un partenariat ou même d'un axe germano-russe ne put être réalisé. Les signes précurseurs d'une confrontation avec les Etats-Unis se sont profilés pour la première fois lorsque Vladimir Poutine a tenu son discours le 10 février 2007 au *Forum de Munich sur les politiques de défense* – un discours dont les médias allemands n'ont pas réalisé toute la portée.

Poutine a reproché aux Etats-Unis d'avoir «dépassé leurs frontières nationales en tout point». Il a qualifié le «modèle unipolaire» – donc l'hégémonie américaine – comme étant «non seulement inacceptable, mais impossible à maintenir dans le monde actuel». Il s'est exprimé sur les plans américains d'installer un système antimissiles en Europe ce qui inquiéterait «sérieusement» la Russie, sur des bases américaines en Bulgarie et en Roumanie, sur le manque d'intérêt de l'Occident à continuer le désarmement et sur l'expansion de l'OTAN en Europe de l'Est, ce qui représente une «provocation sérieuse»: «Nous sommes en droit de demander qui est visé par cette expansion.» Et le président russe de rappeler l'engagement donné le 17 mai 1990 à Bruxelles par le secrétaire général de l'OTAN *Wörner* que l'Alliance ne déploiera pas de troupes en dehors du territoire de la République fédérale.

On pouvait conclure, suite au discours de Munich de Poutine, que le Kremlin s'était plus ou moins accommodé au deuxième élargissement de l'OTAN, c'est-à-dire à l'adhésion en 2004 des trois Etats baltes, mais qu'il s'opposerait à un élargissement de l'Occident vers l'Est. Lors d'une autre occasion, Poutine a déclaré qu'une adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN représenterait une «menace directe» pour la Russie.

«Installer un Premier ministre soutenu par les Américains»

A Munich, Poutine a précisé ses conditions pour une entente avec l'Ouest. Les Américains ne les ont pas acceptées. Avec l'adhésion formelle ou non-officielle de l'Ukraine, l'OTAN gagnerait en importance stratégique, et la Russie en perdrait. Suite à l'opposition de Berlin et Paris, le Sommet de l'OTAN à Bucarest en avril 2008 a renoncé à lancer le processus d'adhésion formel de l'Ukraine et de la Géorgie, tout en décidant fondamentalement: «Ces pays deviendront membres de l'OTAN.»

Quatre mois plus tard, en août 2008, la Géorgie attaqua avec le soutien américain l'Ossétie du Sud dissidente. La Russie est intervenue et a gagné la guerre – un prélude au conflit beaucoup plus dangereux au sujet de l'Ukraine. Il couvait depuis des années et éclata ouvertement lorsqu'en novembre 2013 le président ukrainien *Ianoukovitch* s'opposa à l'accord d'association avec l'UE et accepta les rabais de gaz proposés par la Russie ainsi qu'un crédit de 15 milliards de dollars.

La suite est connue. Après plusieurs semaines de manifestations sanglantes à Kiev, l'opposition et Ianoukovitch se mirent d'accord le 21 février 2014 sur un compromis et de nouvelles élections. Un jour plus tard, on mit en œuvre une sorte de coup d'Etat avec le soutien de l'Occident, Ianoukovitch s'enfuit en Russie et à Kiev, on installa un Premier ministre soutenu par les Américains. En mars, Moscou annexa la Crimée, en juillet, un avion de ligne malaysien fut abattu au-dessus de l'Ukraine orientale, le troisième tour des sanctions occidentales contre la Russie suivit et également en été, l'Ukraine signa avec l'UE l'accord économique qui avait échoué en novembre 2013.

Résultat intermédiaire: une impasse. Le Kremlin a fait en sorte que la Crimée et donc aussi la mer Noire échappent à l'emprise de l'OTAN; maintenant, l'Ukraine réduite, financièrement ruinée dépend de la perfusion de l'UE et du FMI; l'adhésion à l'OTAN reste, malgré une coopération militaire étroite, pour le moment en suspension; et Moscou s'est assuré un gage avec la partie dissidente de l'Ukraine orientale pour pouvoir participer aux négociations, quand il s'agira de l'état définitif du pays et des droits de la minorité russe.

«Discrimination de la minorité russe»

Avant que les Américains, les Allemands et également les Polonais n'interviennent massivement dans la politique intérieure de l'Ukraine pour imposer un changement de régime, rien n'indiquait que la Crimée était en danger. Ce n'est pas tout, Moscou avait même accepté le mauvais traitement de la minorité russe dans les Etats baltes. En Lettonie et en Estonie, les Russes ayant immigré après 1940 n'ont pas obtenu automatiquement la citoyenneté lors de l'indépendance de ces pays en 1990. Encore aujourd'hui, 13% de la population lettone ne possède ni la citoyenneté ni le droit de vote passif et actif. Et elle est exclue de la fonction publique. Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a critiqué la Lettonie encore en mars 2014 pour sa discrimination de la minorité russe. En Estonie vivent également des Russes classés comme «non citoyens» et ne possédant suite à cela aucun droit.

L'idée que la Russie pourrait envisager d'attaquer et de conquérir l'Ukraine, comme certains journaux l'ont insinué, est totalement absurde. Les conséquences politiques et les coûts seraient énormes, sans parler de la longue guerre de partisans soutenue par les Américains, à laquelle l'armée d'invasion devrait faire face. En réalité, il s'agit pour Poutine de trouver un arrangement avec l'Occident et avec Kiev pour profiter le plus possible – dans le cas idéal ce serait un statut de neutralité pour le pays à l'instar de la Finlande, et Moscou participerait à financer les charges. Les régions prorusses de Lougansk et Donetsk sont à disposition, mais pas la Crimée qui avait déjà essayé en vain en 1992 et

«C'est très étonnant que récemment même Richard N. Haass, le président du Council on Foreign Relations, a avoué que Washington avait commis des erreurs envers la Russie. Beaucoup de Russes auraient vu dans l'extension de l'OTAN ‹une humiliation, une trahison ou les deux à la fois›. Les Etats-Unis auraient méprisé le conseil de Churchill, sur la manière dont on traite un adversaire battu. Maintenant, on doit proposer une issue diplomatique à la Russie – avec la garantie que l'Ukraine ne deviendra pas membre de l'OTAN dans un avenir prévisible et qu'elle ne nouera pas des «liens exclusifs» avec l'UE.»

Suite page 4

La paix, pas l'OTAN

par Oskar Lafontaine, Allemagne

Oskar Lafontaine (photo mad)

Pour la grande majorité de la population de l'ancienne République fédérale allemande, l'OTAN fut pendant de longues années garante de paix et liberté. L'anticommunisme, attisé par la peur de la Révolution mondiale fomentée par l'USSR, le blocus de Berlin et la construction du mur de Berlin ne laissèrent que peu de place pour réfléchir à des alternatives à l'OTAN. Ce n'est que lorsqu'en 1965 le président des Etats-Unis *Lyndon B. Johnson* commença à bombarder le Vietnam du Nord et à envoyer de plus en plus de troupes terrestres au Vietnam du Sud, que la discussion sur la politique et les objectifs du pouvoir dirigeant de l'Occident débuta, plus particulièrement dans les universités. L'infrastructure militaire de l'OTAN, ayant à la base toujours été une structure militaire américaine, impliqua que l'Allemagne, comme les autres Etats membres de l'OTAN, prirent part à toutes les guerres des Etats-Unis. Ceci n'a pas changé jusqu'à ce jour. Dans son livre «Le grand échiquier – L'Amérique et le reste du monde» *Zbigniev Brzezinski,* ancien conseiller de sécurité de *Jimmy Carter,* commente ce fait: «Pour le dire sans détour, l'Europe de l'Ouest et de plus en plus aussi l'Europe centrale restent dans une large mesure un protectorat américain et ces Etats rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et les tributaires des anciens empires.»

L'opinion prédominante selon laquelle *Gerhard Schröder* n'aurait pas participé à la guerre contre l'Irak de *George W. Bush* n'est pas toute la vérité, cette guerre ayant aussi été menée depuis les installations militaires en Allemagne. Si *Saddam Hussein* avait disposé de missiles de plus longue portée, il aurait été en droit d'attaquer des installations américaines, telle que la base aérienne de Ramstein.

Lorsque dans les années 1980 le mouvement de paix s'opposa à la prolifération de missiles nucléaires à l'Est comme à l'Ouest, des incitations à quitter les infrastructures militaires de l'OTAN devinrent populaires. Entre temps, la participation de l'Allemagne à la guerre en Afghanistan et l'élargissement de l'OTAN vers l'Est – une des raisons fondamentales de la crise actuelle en Ukraine – préoccupent même une partie des politiciens du milieu conservatif car la question se pose de savoir si le fait de continuer à faire partie de l'OTAN n'est pas un danger grandissant pour la sécurité de la République fédérale allemande. La prétendue guerre contre le terrorisme des Etats-Unis est, selon l'analyse pertinente de *Jürgen Todenhöfer,* ancien député CDU au Bundestag, un «dressage au terrorisme» augmentant le danger d'attaques terroristes en Allemagne.

L'ancien chancelier fédéral *Helmut Schmidt* articulait déjà en 2007: «Le danger pour la paix dans le monde émane beaucoup moins de la Russie que des Etats-Unis. (!) Même si l'hégémonie américaine perdurera encore un certain temps, il incombe aux nations européennes de sauvegarder leur dignité. (!) La dignité implique le maintien de notre responsabilité devant notre propre conscience.»

Le 13 décembre 2014, lors de la démonstration «Friedenswinter» [«l'hiver de la paix»] à Berlin devant le bâtiment administratif de la présidence fédérale, le théologien *Eugen Drewermann* a déclaré: «L'OTAN est l'alliance la plus agressive de tous les temps.»

Donc: la paix, pas l'OTAN!

Mais qu'en sera-t-il si, comme le Pacte de Varsovie, l'OTAN est dissoute? «Die Linke» [la gauche allemande] sait que le changement d'alliances militaires n'est pas une condition suffisante pour garantir la paix. La politique extérieure est, et a toujours été, un combat pour les matières premières et pour les marchés. Tous les discours édulcorants sur les droits de l'homme, la démocratie et une économie du marché libre n'y changeront rien. La célèbre phrase de *Jean Jaurès* «Le capitalisme porte en soi la guerre comme le nuage la pluie» a souvent été confirmée au cours de ces dernières décennies. Parce que la lutte pour les matières premières et le marché libre est aussi militaire, comme l'ont démontré les guerres en Irak, en Afghanistan et en Libye, le pape *François* en arrive au verdict suivant: «Je le répète, nous vivons la troisième guerre mondiale, mais fragmentée. Il existe des systèmes économiques qui doivent faire la guerre pour survivre. Alors on fabrique et on vend des armes.»

Etant donné que même pour «Die Linke» le capitalisme et la démocratie sont incompatibles, elle sait que pour la construction d'une société démocratique, un autre ordre économique est une condition absolue. Un autre ordre économique et démocratique transformerait également la structure actuelle du pouvoir dans le monde, dans lequel l'hégémonie globale des Etats-Unis a une dimension jamais atteinte jusqu'à ce jour.

Il est intéressant de constater que cette approche politique pour assurer la paix préconisée par «Die Linke» est également partagée par les purs et durs de la politique américaine. Dans son livre évoqué ci avant, Brzezinski écrit: «Une véritable démocratie populaire n'a encore jamais accédé à la suprématie internationale. La quête de la puissance et, en particulier, le coût économique et les sacrifices humains que l'exercice d'un tel pouvoir exige ne sont généralement pas compatibles avec l'instinct démocratique. La démocratisation va à l'encontre de la poussée impérialiste.»

C'est la même pensée qu'*Emmanuel Kant* a déjà formulée dans son «Essai philosphique sur la paix perpétuelle». Il y exige pour tous les Etats une Constitution républicaine, par laquelle il incomberait aux citoyens de décider de la guerre ou de la paix. Ils devraient décider eux-mêmes «s'ils veulent être exposés aux calamités de la guerre ou non». Placé dans le contexte actuel, cela revient à dire que nous n'aurions pas participé à la guerre en Afghanistan si la population avait pu voter ou si les politiciens et les journalistes approuvant ces guerres d'intervention avaient eux-mêmes été exposés aux calamités de la guerre en Afghanistan.

Le développement d'une société réellement démocratique, c'est-à-dire d'un ordre économique qui empêche la concentration de pouvoir résultant de gros fonds, parce qu'elle laisse ces fonds à ceux qui la génèrent par leur travail; elle est et reste la condition pour un monde structurellement pacifique.

«Die Linke» ne peut cependant pas s'arrêter à ce constat. A notre époque aussi, avec les structures contextuelles de la société et du pouvoir, il faut apporter des réponses. Et là, une éventuelle participation de «Die Linke» au gouvernement fédéral se fait jour. Les médias dominants et les partis du système, tels le SPD et les Verts, considèrent que la volonté de «Die Linke» de participer aux guerres interventionnistes est un prérequis pour une participation au gouvernement. Si cette condition est maintenue, une coalition rouge-rouge-verte est exclue.

Le harcèlement sans fin des dernières années a insécurisé certains élus de «Die Linke» et les a poussés à tenir des propos irritants. Bien que l'interdiction de l'exportation d'armes ait été une promesse centrale de la dernière campagne électorale pour le Bundestag, quelques membres de «Die Linke» ont exigé des livraisons d'armes aux Kurdes pour combattre l'IS. Celui qui brise une promesse électorale décisive se comporte comme les partis du système et contribue à augmenter l'abstentionnisme électoral de la population.

L'erreur politique majeure de cette proposition, est que l'exigence de livrer des armes aux Kurdes revient à se soumettre à la logique belliciste de l'impérialisme étatsunien. C'est un secret de polichinelle que la politique américaine convoite les puits de pétrole dans la région kurde et qu'avec la déstabilisation de la région du Proche-Orient elle vise des structures politiques garantissant une exploitation de ces gisements pétrolifères par des grandes entreprises occidentales.

La tentative entreprise par quelques membres du parti «Die Linke» de biffer du programme électoral pour les élections européennes l'exigence du retrait de l'Allemagne des infrastructures militaires de l'OTAN, c'est-à-dire des Etats-Unis, est du même gabarit. Il a échappé aux personnes ayant fait cette proposition qu'ils plaident ainsi pour le maintien des infrastructures américaines sur le territoire allemand, d'où est guidée la guerre des drones américains provoquant des milliers de morts.

Au cours de ces prochaines années, il est primordial que «Die Linke» ne laisse planer aucun doute concernant le prérequis pour sa participation à un gouvernement fédéral, c'est-à-dire une politique extérieure qui se soustrait à toute escalade militaire causée par l'impérialisme américain.

Dans son programme fondamental, «Die Linke» exige la transformation de l'OTAN en une alliance de défense collective avec la participation de la Russie. Donc opposition à un élargissement unilatéral de l'OTAN vers l'Est. Celui-ci est un manquement à la parole donnée par l'Occident et a conduit à la crise actuelle en Ukraine. Les exigences résultant de ce concept de sécurité, surmontant les structures de la guerre froide et longtemps soutenues également par le SPD, sont les suivantes:

1. La politique de Mme *Merkel* envers la Russie doit être remplacée par une politique orientale de détente s'orientant à la judicieuse politique extérieure de *Willy Brandt.*
2. Un gouvernement auquel participe «Die Linke» n'admettra jamais l'adhésion de l'Ukraine ou d'un autre Etat limitrophe de la Russie à l'OTAN.
3. Un gouvernement auquel participe «Die Linke» n'admettra jamais le stationnement de troupes de l'OTAN à la frontière occidentale de la Russie.

En outre, nos conditions restent les mêmes. La Bundeswehr ne doit pas participer à des engagements bellicistes à l'étranger et les exportations d'armes dans des régions en crise doivent être immédiatement stoppées.

Il va de soi que ce catalogue d'exigences peut être complété. Ainsi faudra-t-il commencer à mettre en place un *Corps Willy-Brandt* pour l'aide en cas de catastrophes et pour la lutte contre les maladies. Néanmoins, il reste décisif qu'une participation de «Die Linke» au gouvernement fédéral n'est envisageable que si la politique extérieure de l'Allemagne – suite aux mésaventures en Afghanistan, en Ukraine et en Europe – est soumise à une réorientation fondamentale. •

Source: *junge Welt* du 8/1/15;
www.jungewelt.de/2015/01-08/021.php

(Traduction *Horizons et débats)*

Politique mondiale 2015: l'espoir des voix de la raison!

par Yvette Estermann, conseillère nationale UDC

Yvette Estermann (photo parlament.ch)

En tant que membre de longue date de la Commission des Affaires étrangères du Conseil national, je m'inquiète sérieusement de la paix mondiale. Pourquoi? Tout ce qui se passe quelque part en Europe ou dans le monde concerne finalement aussi notre pays. Alors je me demande: la politique peut-elle et veut-elle résoudre les conflits existants de manière pacifique ou bien va-t-elle répéter les erreurs du passé, suite à quoi nous nous dirigerions vers une troisième guerre mondiale?

Lorsque jadis le président américain *Ronald Reagan* et *Mikhaïl Gorbatchev* ont terminé la guerre froide et se sont rapprochés l'un de l'autre, le monde a réellement cru qu'une nouvelle ère de paix avait commencé. Un certain temps, cela fut le cas. Il y eut la chute du mur de Berlin et donc l'ouverture vers l'Est. Le «Pacte de Varsovie» appartenait au passé et n'existait plus. Mais, l'alliance militaire occidentale de l'OTAN a survécu. Malheureusement, on n'en est pas resté là: un pays après l'autre de l'ancien bloc de l'Est a adhéré à l'OTAN et cette institution s'est énormément renforcée! Bientôt, la Russie s'est sentie entourée d'«ennemis», avec des équipements militaires étrangers et des missiles stationnés à ses frontières. Des nuages sombres ont réapparu à l'horizon de l'Europe. Des bruits de bottes retentirent et une nouvelle rhétorique belliciste réapparut, qui a atteint son apogée dans le conflit ukrainien.

Les Etats-Unis, sous leur président et lauréat du prix Nobel de la Paix (!) *Barack Hussein Obama,* jouent les gendarmes tout autour du globe avec le soutien actif de leurs services secrets *CIA*. Tout pays ne poursuivant pas les intérêts des Etats-Unis, c'est-à-dire n'«obéissant» pas, est discrédité, maltraité, dénigré et soumis à des sanctions (Syrie, Ukraine, etc.). Dans ces pays, on fomente des manifestations et crée, gère et soutient une résistance. On appelle à l'agitation, le pays est déstabilisé afin de pouvoir remplacer le gouvernement existant par un gouvernement américanophile. Dans la dernière phase, on fait entrer, au nom de la démocratie, des troupes de combat dans le pays, des prétendus «conseillers militaires» prennent les affaires en main et le gouvernement est renversé. Ce qui c'est passé sur le Maïdan à Kiev en 2014 est un modèle typique de ce type d'action ciblée!

Aujourd'hui, le peuple américain en a assez de la politique d'agression de leur président, assez des guerres à l'étranger, et il lui a infligé une défaite mémorable aux dernières élections sénatoriales et législatives. Cependant, l'UE soutient cette machine de guerre et reprend sa rhétorique menaçante, accompagnée d'insinuations et de sanctions. Dans ce domaine, l'OTAN est également un bien mauvais modèle. Il suffit de se rappeler la situation en Serbie en 1999, lorsque, suite à des bombardements continuels durant trois mois, on «libéra» et «créa» le nouvel Etat du Kosovo sur le territoire de la Serbie. Avec quelle légitimation? Plusieurs milliers de personnes furent tuées – dont de nombreux enfants!

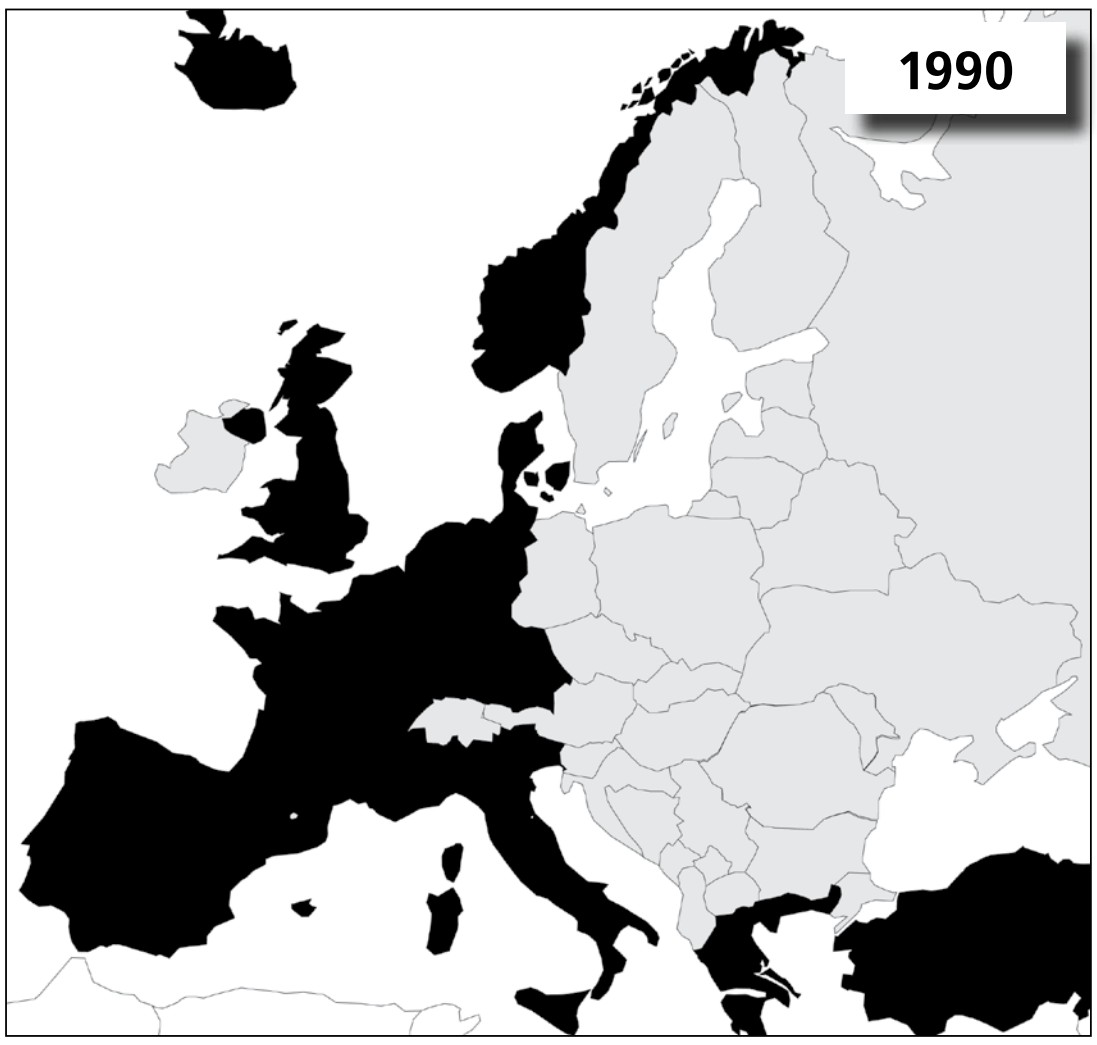
Dans la «grande politique», il n'y a manifestement pas assez de têtes sages et clairvoyantes et il manque trop souvent le bon sens! Les questions actuelles ne portent pas sur les efforts en faveur de la paix, le dialogue et la diplomatie, mais sur la force militaire (OTAN) et les sanctions. Mais celles-ci témoignent d'un sentiment d'impuissance flagrante et de faiblesse. Les méthodes de l'Occident utilisant la violence, les menaces, les sanctions et finalement la guerre montrent clairement que l'homme n'a rien appris du passé!

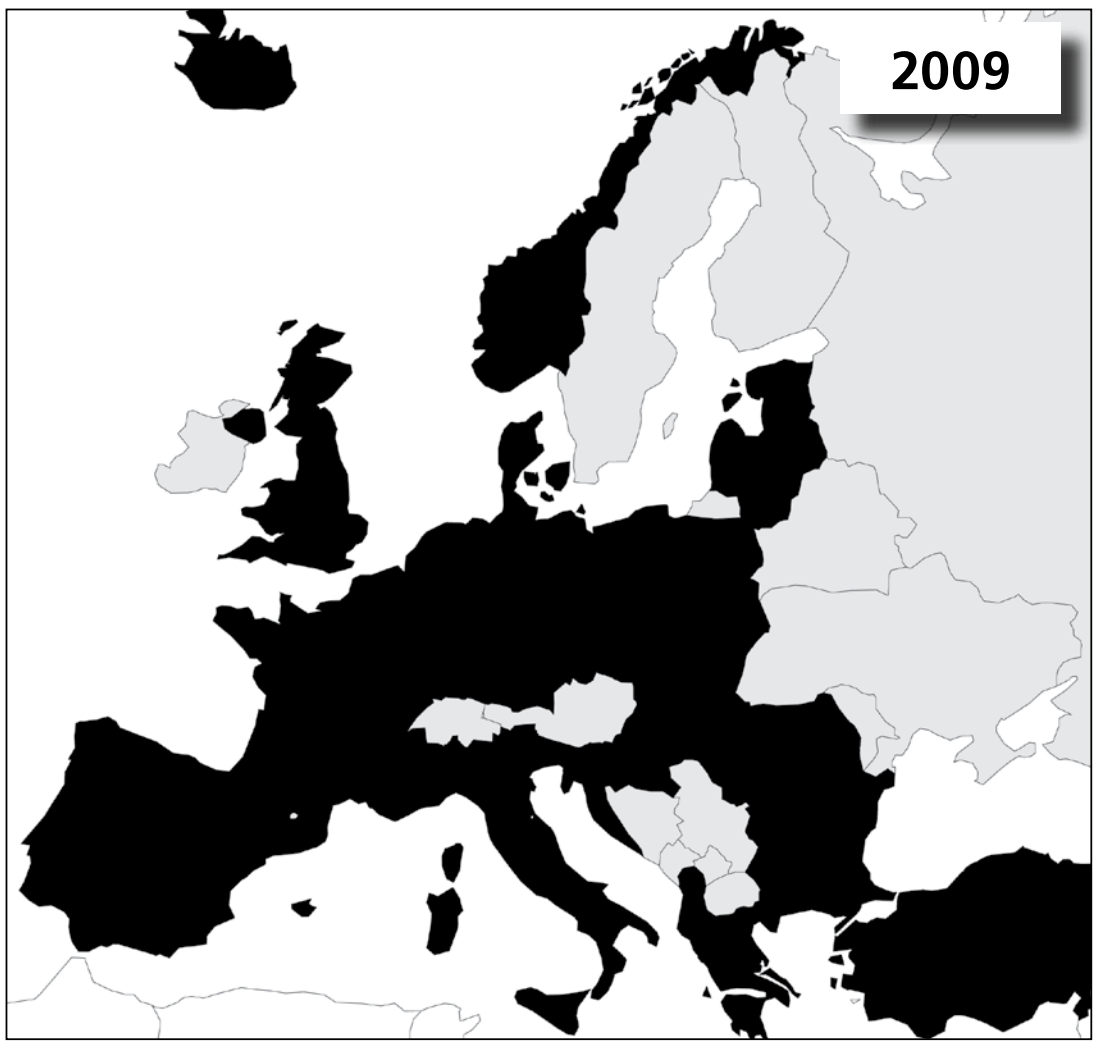
Que nous ont-ils apporté au juste tous ces «efforts de démocratisation» des Etats-Unis et de l'OTAN? Les résultats sont visibles en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Egypte, en Syrie et ailleurs. Des centaines de milliards de dollars ont été brûlés dans des guerres, des centaines de milliers de personnes ont été tuées, d'indicibles souffrances et des flux massifs de réfugiés en sont les conséquences. La situation dans les pays concernés suite aux «interventions militaires humanitaires» des Etats-Unis et de l'OTAN est pire que jamais: destruction, terre brûlée et le chaos politique!

Mes questions: pourquoi est-ce que ce sont toujours des hommes assoiffés de pouvoir, des égoïstes et des ignorants qui accèdent au sommet du pouvoir? Où sont-ils, dans la «grande politique mondiale», les hommes prévoyants, raisonnables et responsables auxquels les citoyens pourraient faire confiance? Ou bien est-ce le peuple qui élit les mauvaises personnes pour les fonctions suprêmes? Nous aimerions bien y voir des femmes et des hommes forts n'agissant pas pour leur propre intérêt, mais ayant le bien commun à l'esprit. Les efforts pour une coexistence pacifique et prospère ne sont pas une illusion. Mais pour l'instant, il s'agit de la lutte contre l'ignorance et la soif du pouvoir des grands et des puissants!

Actuellement, nous vivons encore ici en Suisse sur un «îlot de prospérité» et beaucoup de problèmes nous sont inconnus. Cependant, c'est notre devoir de transmettre à nos enfants et petits-enfants un pays libre, indépendant, neutre et progressiste. Nous n'avons pas à nous assujettir à une grande puissance quelconque, à un dictateur ou une communauté d'Etats. Grâce à la démocratie directe, nous avons la possibilité de déterminer nous-mêmes notre avenir. •

(Traduction *Horizons et débats)*





Elargissement de l'OTAN entre 1990 et 2009. (Infographie Horizons et débats/roho, 2015)

«Réflexions géopolitiques en …»
suite de la page 2

en 1995 sous l'aire d'Eltsine de se séparer de l'Ukraine et de se déclarer indépendante.

Il est difficile de prédire si les Américains consentiront à un tel arrangement. Un état de tension lié en permanence avec des sanctions de longue durée aurait aussi de leur point de vue des avantages: la justification de l'existence de l'OTAN serait garantie, l'Europe occidentale et l'Allemagne resteraient sous contrôle, toute tentative d'une coopération à l'échelle européenne serait stoppée. Rien ne cimente mieux une alliance que la définition d'un adversaire.

«Il n'y a pas de stabilité en Europe sans la Russie»

D'autre part, la Russie est toujours plus poussée dans les bras de la Chine et un bloc russo-chinois dont les contours se dessinent déjà ne serait contestable ni au niveau économique ni au niveau financier. Les Américains pourraient en venir finalement à la conviction qu'il existe dans le monde de plus gros problèmes que l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et que la Russie pourrait être plus utile en tant que partenaire par exemple dans la lutte internationale contre le terrorisme qu'en tant qu'adversaire. L'Ukraine est située très loin des Etats-Unis et très près de la Russie – un facteur géographique que l'on ne doit pas sous-estimer. C'est tout spécialement aux Polonais, qui poursuivent une stratégie clairement antirusse et qui étaient derrière les coulisses très actifs à Kiev, qu'il faut recommander d'étudier plus souvent la carte géographique du monde.

C'est ce que fait apparemment, *Hans-Dietrich Genscher,* ancien ministre des Affaires étrangères allemand qui dit: «En Europe, il n'y a pas de stabilité sans la Russie et encore moins contre la Russie.» Dans une interview accordée à la chaîne de télévision *Phoenix* le 19 septembre 2014, il a critiqué les sanctions occidentales, a soutenu l'ancienne proposition de Poutine d'impliquer la Russie dans une zone européenne de libre-échange et a exigé que l'Occident «désarme» tout d'abord son langage. Poutine est un homme avec des objectifs clairs et ceux-ci n'ont plus rien à voir avec la «position faible» d'un Eltsine. Genscher avait du reste lui-même promis à l'ancien ministre des Affaires étrangères *Chevardnadze*, que l'OTAN ne s'étendrait pas vers l'Est. Cela donne à penser que non seulement Genscher mais trois autres anciens chanceliers – *Schröder, Schmidt* et *Kohl* – sont de l'avis que la voie américaine face à la Russie est une erreur. Cela donne à réfléchir et la raison est claire: les intérêts allemands dans cette question ne sont pas les mêmes que les intérêts américains.

Les critiques fusent aussi aux Etats-Unis. Ainsi, le professeur *Jeffrey Sachs*, un conseiller de la Russie dans les années 90 a reproché dans la «Neue Zürcher Zeitung» du 12 mai 2014 aux Américains, partisans de la ligne dure, que leur stratégie avait conduit à des conflits durables en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie avec de très nombreux morts, mais à aucune solution sensée. Le seul espoir est que les deux parties – l'Occident et la Russie – reviennent aux principes fondamentaux du droit international.

«L'Occident a provoqué Poutine»

C'est très étonnant que récemment même *Richard N. Haass*, le président du *Council on Foreign Relations,* a avoué que Washington avait commis des erreurs envers la Russie. Beaucoup de Russes auraient vu dans l'extension de l'OTAN «une humiliation, une trahison ou les deux à la fois». Les Etats-Unis auraient méprisé le conseil de *Churchill*, sur la manière dont on traite un adversaire battu. Maintenant, on doit proposer une issue diplomatique à la Russie – avec la garantie que l'Ukraine ne deviendra pas membre de l'OTAN dans un avenir prévisible et qu'elle ne nouera pas des «liens exclusifs» avec l'UE.

Un critique particulièrement sévère de la politique américaine face à la Russie est le professeur *John J. Mearsheimer,* le représentant le plus éminent de l'école réaliste aux Etats-Unis. Dans le numéro de septembre/octobre du magazine *Foreign Affairs*, il décrit comment l'Occident a provoqué Poutine et comment celui-ci a réagi. Il cite *Victoria Nuland*, responsable des affaires européennes et eurasiennes auprès du secrétariat d'Etat américain, qui a révélé que les Etats-Unis ont investi depuis 1991 plus de 5 milliards de dollars pour que l'Ukraine obtienne l'avenir «qu'elle mérite». [cf. aussi *Horizons et débats* n° 22 du 15/9/14] Une grande partie de cet argent a été attribué à des organisations non gouvernementales, telle la «National Endowment for Democracy» qui a systématiquement organisé l'opposition antirusse à Kiev.

Puis, il y a aussi *George F. Kennan*, le grand seigneur de la géopolitique américaine, dont l'analyse célèbre de 1947 était déterminante pour la conversion des alliances de guerre et pour la rupture avec *Staline.* Kennan était en fait l'inventeur de la guerre froide. Déjà en 1998, lorsque le Sénat américain venait d'approuver la première ronde de l'extension de l'OTAN vers l'Europe de l'Est, Kennan avait mis en garde dans une interview: «Je pense que les Russes réagiront peu à peu assez hostilement et que cela influencera leur politique. Je pense, que c'est [l'extension de l'OTAN vers l'Est, BB] une erreur tragique. Il n'y avait aucune raison pour cela. Personne n'était menacé.»

«Transformation de l'OTAN en une entreprise de prestation de service en faveur de la politique de grande puissance américaine»

Une évaluation pertinente et un excellent pronostic quand on pense qu'en 1998 la Russie était à plat, que le buveur Eltsine siégeait au Kremlin et que réellement personne ne pensait à Poutine. Quelle contradiction avec cette remarque stupide d'*Angela Merkel*, que Poutine est irrationnel et qu'il vit «dans un autre monde». C'est tout aussi vaseux que le reproche fait à Poutine dans les journaux allemands de ne pas vouloir «s'intégrer» dans l'Occident. Pourquoi devrait-il? Nous ne devrions pas transposer notre propre refus de la souveraineté à d'autres. Il s'agit là d'un long processus, mais le monde se transforme de plus en plus en un monde multipolaire, les Etats-Unis n'ont depuis longtemps plus tous les atouts en main. Même l'hégémonie du dollar en tant que monnaie de référence diminue et avec elle l'influence écrasante de la «seule puissance mondiale». La transformation de l'OTAN d'une alliance de défense de l'Atlantique du Nord en une entreprise de prestation de service en faveur de la politique de grande puissance américaine était du point de vue allemand et européen une erreur. Nous avons créé un adversaire qui ne voulait pas en être un. Au lieu de rester à distance, l'OTAN et l'UE se sont approchés du grand ours russe. Ils l'ont provoqué. Le fait que l'UE emprunte sa politique étrangère aux Etats-Unis parce qu'elle même n'en a pas, n'est guère glorieux. Une stratégie pour l'avenir doit respecter les intérêts légitimes de l'Europe, de la Russie et de l'Amérique et ceux-ci doivent être coordonnés afin de trouver un modus vivendi avant que ce conflit ne s'attise. Cela veut dire concrètement qu'aussi bien l'OTAN, que l'UE et que la Russie renoncent à vouloir s'emparer de l'Ukraine. L'initiative doit être prise à Berlin. Elle ne peut venir que de là. Il faudra voir si le gouvernement allemand, à défaut d'un Bismarck, s'avère être à la hauteur. Je crains plutôt que non. •

(Traduction *Horizons et débats)*

«… le monde se transforme de plus en plus en un monde multipolaire, les Etats-Unis n'ont depuis longtemps plus tous les atouts en main. Même l'hégémonie du dollar en tant que monnaie de référence diminue et avec elle l'influence écrasante de la ‹seule puissance mondiale›. La transformation de l'OTAN d'une alliance de défense de l'Atlantique du Nord en une entreprise de prestation de service en faveur de la politique de grande puissance américaine était du point de vue allemand et européen une erreur. Nous avons créé un adversaire qui ne voulait pas en être un. Au lieu de rester à distance, l'OTAN et l'UE se sont approchés du grand ours russe. Ils l'ont provoqué. Le fait que l'UE emprunte sa politique étrangère aux Etats-Unis parce qu'elle même n'en a pas, n'est guère glorieux.»

Il y a 15 ans en arrière, *Bruno Bandulet* a publié son livre «Tatort Brüssel» [Lieu du crime: Bruxelles] (1999, ISBN 3-7833-7399-7), dans lequel il a analysé un scandale de corruption au sein de la Commission européenne, très actuel en ce temps-là. Il y tire également un bilan mitigé des 40 ans de prétendue intégration européenne. Depuis, il a rédigé de nombreuses autres publications critiques face à l'UE et l'euro, notamment «Das geheime Wissen der Goldanleger» (2014, 4e édition), «Die letzten Jahre des Euro» (2011, 3e édition) et en 2014 «Vom Goldstandard zum Euro. Eine deutsche Geldgeschichte am Vorabend der dritten Währungsreform». Avant 1999, il avait déjà mis en garde contre les suites de l'introduction de l'euro dans son ouvrage «Was wird aus unserem Geld» (1997). Bruno Bandulet a rédigé sa thèse de doctorat sur le sujet «Die Bundesrepublik Deutschland zwischen den USA, der Sowjetunion und Frankreich – Alternativen der deutschen Aussenpolitik von 1952 bis 1963». Il a, entre autre, été chef de service responsable de la Ostpolitik de l'Allemagne au sein de la direction de la CSU bavaroise à Munich et chef d'édition auprès du quotidien allemand «Die Welt». Actuellement, il est éditeur des publications «Gold & Money» et «Deutschlandbrief».

La Moldavie risque de répéter les erreurs de l'Ukraine

par James George Jatras, directeur adjoint de l'«American Institute in Ukraine» (AIU)*

James George Jatras (photo mad)

L'élection parlementaire moldave, qui a eu lieu le 30 novembre passé, corrobore au mieux de manière informée la direction que la coalition pro-occidentale avait pris vers l'intégration à l'Union européenne. Ayant obtenu la majorité relative des voix (44%), l'alliance tripartite sortante est susceptible de se reconstituer avec une majorité de sièges (55 des 101 sièges). Pourtant, ce nombre reste inférieur aux 61 voix exigées pour élire un nouveau président. Cela signale que l'on risque de répéter l'impasse politique prolongée vécue en Moldavie entre 2009 et 2012, lorsqu' un Parlement fragmenté n'était même pas capable de se mettre d'accord sur la répartition des sièges. Une telle impasse pourrait mener à des élections anticipées.

Néanmoins, les forces pro-européennes ont exprimé leur détermination de poursuivre avec vigueur un programme de réforme ayant pour but de mettre en pratique l'*Accord d'association avec l'UE* que Chisinau a ratifié en hâte au préalable l'année passée. Peu après la votation, l'ancien Premier ministre et leader des Démocrates libéraux, *Vlad Filat* a déclaré: «Nous avions déjà entamé des consultations sur la création d'une coalition pro-européenne. Il faut former une coalition tout de suite et aller de l'avant.» Le retard n'est pas dû principalement à la direction dans laquelle la coalition veut conduire la Moldavie, mais plutôt comment résoudre les problèmes chroniques, comme la corruption et les ambitions incompatibles.

«Le 4 décembre passé, les leaders de la nouvelle coalition gouvernementale ont communiqué que leur objectif principal serait la mise en pratique de l'Accord d'association avec l'UE. Néanmoins, l'électorat pro-européen craint que les leaders pro-européens autoproclamés le décevront à nouveau et que le nouveau gouvernement continuera à servir les intérêts des oligarques plutôt que ceux de la société. Les premiers signes ne sont pas prometteurs: des rapports non officiels suggèrent que l'obstacle principal aux négociations est, de nouveau, le contrôle politique de l'application des lois et des institutions judiciaires. Quelques-uns des partis pro-européens (et les oligarques qui les dirigent) veulent exercer un contrôle absolu de la lutte à venir contre la corruption ayant lieu au niveau suprême.»[1]

En attendant, la société moldave est profondément divisée quant aux options qui s'offrent au pays. Le nombre de ceux qui soutiennent l'intégration à l'UE sous forme d'une «association» et de ceux qui sont en faveur de l'Union douanière menée par la Russie est à peu près équilibré, même si ce dernier camp possède un léger avantage. (Bruxelles refuse de proposer à la Moldavie d'adhérer à l'UE, et cela même comme une perspective lointaine, tout comme elle le refuse à l'Ukraine.) Mais cela ne prend même pas en compte les opinions des habitants de la Transnistrie qui n'ont pas participé aux élections, bien que cela est toujours exigé par Chisinau.

Paysage en Gagaouzie (photo wikipedia)

Vu la soupçonneuse élimination à la dernière minute du parti «Patria» de l'élection, le grand vainqueur de l'opposition est le parti socialiste pro-Moscou qui promet une résistance vigoureuse au programme pro-UE. Quant au parti communiste, qui s'est montré ambigu face à l'Accord d'association, il est lui aussi susceptible d'adopter une approche plus musclée contre cet accord que dans le passé. Les socialistes tout comme les communistes ont critiqué l'élection entre autre pour un nombre insuffisant de bureaux de vote disponibles aux travailleurs moldaves en Russie. Dans le cas contraire, les partis de l'opposition auraient pu obtenir la majorité; et des actions en justice sont entamées.

Vu le contexte, on aurait espéré que la coalition pro-UE avancerait de manière très prudente. Tirant une leçon du chaos qui s'est ensuivi en Ukraine après que le pays a été forcé dans l'alternative de «l'Europe» contre la Russie, on aurait pensé que même les hommes politiques moldaves les plus europhiles comprendraient le besoin de chercher un équilibre et un compromis parmi leurs concitoyens tout aussi divisés. Cet enseignement est encore plus flagrant, car la Moldavie a déjà sa prochaine «Crimée» et «Nouvelle Russie»: la Transnistrie. Par ailleurs, il existe le danger que le pays se divise encore en Gagaouzie et d'autres régions dans le nord et le sud du pays.

De la même manière, ceux en Occident (aux Etats-Unis et en Europe) qui se présentent en tant qu'amis de la Moldavie devraient inciter à la prudence. La rhétorique du passé peut indiquer leur approche: au lieu de respecter les différences d'opinion légitimes parmi les Moldaves, les hommes politiques favorisant l'UE – encouragés par les gouvernements et médias américains et européens – pourraient voir toute objection comme preuve d'un «chantage» russe et comme une «cinquième colonne» d'un sous-prolétariat insuffisamment consciencieux défié par la «civilisation». Dans cette optique, la Moldavie (tout comme l'Ukraine auparavant) peut seulement être vue comme un champ de bataille du «nous contre eux» avec la Russie. Il n'est pas difficile de comprendre comment cette approche manichéenne est apte à déchirer le pays. Passer au bulldozer les objections d'environ la moitié de la population n'est qu'un simple obstacle sur le chemin vers un avenir radieux au sein de l'UERSS («Vous êtes sur la bonne route, camarades!») et risque de plonger la Moldavie dans un sort déplorable semblable à celui de l'Ukraine.

Partant du principe que les forces pro-européennes sont capables de former un nouveau gouvernement, elles devraient faire une pause dans l'avancement vers l'Accord d'association avec l'UE et, au contraire, ouvrir un débat national sur une approche véritablement équilibrée entre l'UE et la Russie. Un excellent premier pas serait d'écouter les voix de l'«American Institute in Ukraine» et d'autres qui demandent le lancement d'un référendum national au sujet de l'Accord d'association. Au lieu de considérer les citoyens en désaccord comme ennemis potentiels qu'il faut forcer à se soumettre à son point de vue, le gouvernement démontrerait, en organisant un referendum sur le choix de la Moldavie, son respect pour tous les Moldaves, sans distinction de leur identité ethnique, de la langue qu'ils parlent, de la région où ils vivent ou de l'alphabet qu'ils utilisent. •

(Traduction de l'anglais *Horizons et débats)*

[1] Victor Chirila: «Moldova's last chance for reform», European Council on Foreign Relations, 9/12/14; *www.ecfr.eu*

«*Vladimir Poutine* voit le Donbass comme une partie de l'Ukraine et ne veut pas que cette région se transforme en une nouvelle Transnistrie. C'est ce que le chef d'Etat russe a déclaré lors du Forum ASEM[1] de Milan, selon le président du Conseil européen Herman van Rompuy.» (Source: de.sputniknews.com du 17/10/14)

[1] Asia-Europe Meeting

* *James George Jatras* est juriste et spécialiste en relations internationales, affaires gouvernementales et sciences politiques des législations.

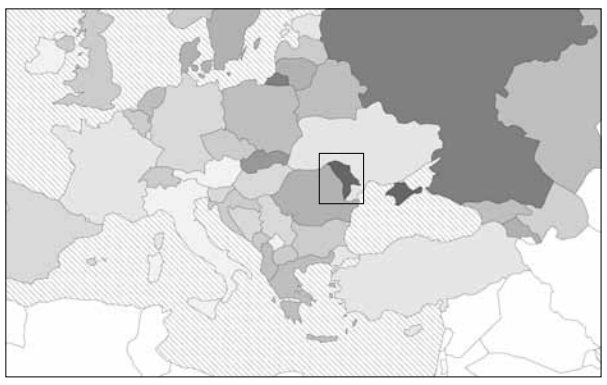
Moldavie

mw. La Moldavie a une superficie de 33 851 km² et 3 583 288 habitants (juillet 2014). La capitale est Chisinau. A l'ouest la Moldavie est limitrophe de la Roumanie, au nord, à l'est et au sud, elle est entourée de l'Ukraine. La Moldavie est «la maison des pauvres de l'Europe»: le revenu moyen est de 160 euros, les pensions s'élèvent à 40 euros. Aucun pays limitrophe de l'Europe n'a enduré une misère similaire depuis la fin de l'Union soviétique. Selon la FAO, 11% de la population sont sous-alimentés. Cinq ans après la prise de pouvoir par des forces pro-européennes, la Moldavie est le fief de la corruption et de la criminalité organisée en Europe.

La population moldave a diverses origines ethniques: les Moldaves parlant le roumain forment la majorité avec 71,49%, ensuite les Ukrainiens avec 11,23% et les Russes avec 9,39%, dont beaucoup vivent en Transnistrie. Il y a également 3,85% de Gagaouzes, 2,02% de Bulgares ainsi que des Allemands, des Polonais, des Biélorusses, des Tatars etc. La langue officielle est le roumain et environ ¾ de la population le parle. On parle le russe avant tout dans les grandes villes et dans les domaines économiques (15% de la population). Le russe est langue officielle (à côté du gagaouze) en Gagaouzie, et en Transnistrie (à côté de l'ukrainien). En outre, il y a des minorités ukrainiennes, bulgares et chrétiennes-turques (gagaouzes).

Entre la Première et la Seconde Guerre mondiale, la Moldavie faisait partie de la Roumanie, après la guerre elle fut intégrée dans l'Union soviétique. En 1991, le pays s'est déclaré indépendant. Néanmoins, des troupes russes sont restées sur le territoire moldave, dans la partie orientale délimitée par le fleuve Dniestr, où elles soutenaient la région de la Transnistrie. La plupart de la population de la Transnistrie sont des Ukrainiens ou des Russes, mais il y a aussi une minorité moldave. Après une courte guerre en 1992, la Transnistrie s'est déclarée indépendante, ce que la Moldavie n'accepte pas.

En 2001, le communiste *Vladimir Voronine* a été élu président et il a quitté ce poste en 2009. Par la suite, quatre partis d'opposition ont formé une nouvelle coalition, l'«Alliance pour l'intégration européenne» (AEI), mais ils n'ont obtenu qu'une petite majorité au Parlement, ce qui n'a pas permis d'élire un nouveau président. (La Constitution exige une majorité de trois cinquième.) Après quelques turbulences politiques, on a pu élire un nouveau président en mars 2012. Depuis mai 2013, la coalition au pouvoir se nomme «Pro-European Coalition» aspirant à l'intégration au sein de l'UE. En novembre 2013, le gouvernement moldave a lancé des négociations sur un accord d'association avec l'UE et l'a ratifié le 24 juin 2014. Suite à cela, le gouvernement de la Transnistrie a demandé l'adhésion de son pays au sein de la Confédération de Russie. *Michail Formusal,* membre du gouvernement et chef de l'autonomie gagaouze, a également menacé de faire sécession.



Moldavie en Europe
(Infographie Horizons et débats/roho; Quelle: Map Resource)

Moldavie
(Infographie Horizons et débats/roho; Source: wiki-media)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2015 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Les communes ont le droit d'avoir leurs écoles

La Cour constitutionnelle fédérale renforce l'autonomie communale en Allemagne

par Karl Müller

Seifhennersdorf, situé dans l'arrondissement Görlitz, est une commune de la Haute Lusace du land de Saxe, à environ 50 kilomètres au sud de Bautzen, directement à la frontière germano-tchèque. Depuis l'adhésion de la RDA au territoire d'application de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, cet endroit a perdu de nombreux habitants. Auparavant, il y avait 8000 habitants, aujourd'hui il en reste 4300. Le 7 novembre 2014, le quotidien «Badische Zeitung» de Fribourg-en-Brisgau a titré: «Seifhennersdorf semble être l'endroit le plus malheureux de Saxe». Dans le reportage il est dit que: «La femme maire se sent comme de nombreux maires vivant près des frontières orientales de l'Allemagne de l'Est. Elle est aux prises avec des puissances du mal […]. Des forces silencieuses sont à l'œuvre pouvant impitoyablement couper l'air à un tel endroit. Les jeunes et les familles quittent le lieu, les enfants et les adolescents manquent, il ne reste plus que les personnes âgées et celles dans le besoin.

Le pouvoir d'achat diminue, les magasins et supermarchés nouvellement installés n'arrivent pas à survivre. Les activités culturelles disparaissent, les prix des maisons et des terrains chutent. Les localités s'appauvrissent. En outre, on préconise depuis 1990 en Saxe une politique d'austérité. […] Depuis 1990, la Saxe a fermé plus de mille écoles, Seifhennersdorf a également été touchée. Le maire, Mme *Berndt,* a lutté jusqu'au bout contre la fermeture de son école secondaire, mais sans succès, actuellement elle est vide. Sa plainte contre le Plan scolaire du land de Saxe se trouve encore devant la Cour constitutionnelle fédérale. ‹On verra›, dit-elle.»

La plus haute juridiction allemande donne raison à la commune de Seifhennersdorf en Saxe

Les visiteurs de la commune parlent de la haute conscience des citoyennes et citoyens et du courage de leur maire. Depuis le 19 novembre 2014, ils ont écrit une pièce importante de l'histoire du droit fédéral allemand. Car ce jour-là, la Cour constitutionnelle fédérale allemande (2BvL 2/13) a déclaré que la loi scolaire de Saxe et la planification du réseau scolaire prescrit au niveau du district pour les écoles primaires et secondaires étaient anticonstitutionnelles. Elle a en outre reconnu aux communes en tant qu'organisme compétent un «droit de codécision efficace». Dans les principaux éléments de cet arrêt, il est indiqué que «la responsabilité pour les écoles primaires et secondaires, organisées dans le passé en tant qu'‹écoles publiques›, est historiquement une tâche appartenant à la communauté locale. Il fait notamment partie des tâches des instances scolaires responsables – normalement avec la participation de l'Etat – de décider si une école doit être établie ou fermée.»

La Cour constitutionnelle fédérale devait se prononcer sur une requête de la Cour administrative de Dresde. Celle-ci avait répondu à une plainte de la commune de Seifhennersdorf, déposée en mars 2011, dont l'école secondaire avait été fermée contre la volonté de la commune en arguant qu'il n'y avait plus assez d'élèves. La loi scolaire avait donné aux arrondissements du land, c'est-à-dire au niveau étatique supérieur à la commune, le pouvoir de décider, à l'aide de «plans de réseaux scolaires», quelles écoles allaient être maintenues et lesquelles devaient disparaître. Les communes n'y avaient pas droit au chapitre.

L'arrondissement auquel appartient la commune de Seifhennersdorf avait décidé en 2010 de fermer l'école secondaire de cette localité. L'opposition de la commune n'a pas été prise en compte. Elle a donc entamé une procédure au tribunal administratif compétent de Dresde. Ce tribunal avait décidé de faire vérifier la constitutionnalité de la loi scolaire en question étant à la base de la fermeture de l'école, avant de s'occuper de la plainte de la commune.

Pancarte informant de la fermeture d'une école secondaire à Seifhennersdorf. (photo mad)

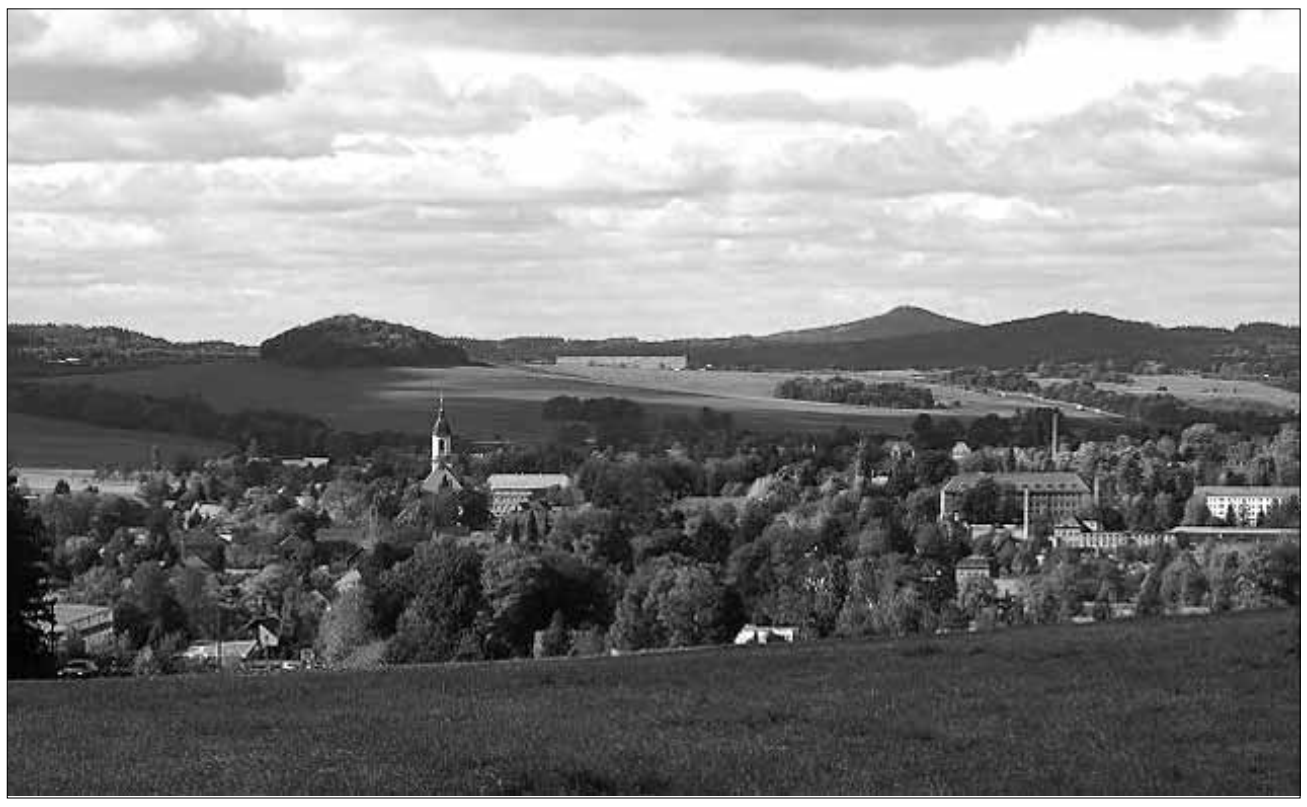
La tradition de l'autonomie communale

L'autonomie communale – comparable à la liberté des communes suisses ou à leur autonomie – a une longue tradition en Allemagne. Elle débuta avec les réformateurs prussiens du début du XIXe siècle. Leur mentor était *Heinrich Friedrich Karl Freiherr vom und zum Stein*. Après la dictature national-socialiste, la mise au pas de tous les échelons et niveaux étatiques et la centralisation du pouvoir politique, cela devint pour les créateurs de la Loi fondamentale allemande un devoir suprême d'empêcher une nouvelle centralisation du pouvoir entre les mains de quelques-uns et de construire le nouvel Etat de manière aussi décentralisée et proche du citoyen que possible. La consolidation de l'autonomie communale dans l'article 28 de la nouvelle Loi fondamentale avait ce sens: «Aux communes doit être garanti le droit de régler, sous leur propre responsabilité, toutes les affaires de la communauté locale, dans le cadre des lois.»

Après la guerre, on insista sur le fait que le droit à l'autonomie des communes était étroitement lié à l'engagement des citoyens. C'est en ce sens que s'est exprimée la responsable pour le droit communal, le droit électoral et les écoles de Bade-Wurtemberg lors de la journée des communes dans le journal «*Die Gemeinde*» (BWGZ 12/2009): «Les Constitutions communales sont le résultat de l'autogestion garantie dans la Loi fondamentale allemande. Qu'entend-on par autogestion? C'est l'idée que les citoyennes et les citoyens organisent eux-mêmes les affaires de la communauté locale de manière responsable. La coresponsabilité citoyenne est la clé de voûte de l'autonomie communale. Des citoyennes et citoyens, s'engageant au-delà du cercle étroit de leur famille, sont indispensables pour une société démocratique. La phrase centrale des statuts communaux explicite ce point: ‹La participation responsable à l'administration citoyenne de la commune est un droit et un devoir du citoyen› (§1 al. 3).»

> *«La responsabilité pour les écoles primaires et secondaires, organisées dans le passé en tant qu'‹écoles publiques›, est historiquement une tâche appartenant à la communauté locale. Il fait notamment partie des tâches des instances scolaires responsables – normalement avec la participation de l'Etat – de décider si une école doit être établie ou fermée.»*
>
> *Extrait de l'arrêt de la Cour constitutionnelle fédérale*

> *«L'autogestion locale signifie, selon son intention, d'activer les participants à s'occuper de leurs propres affaires, de regrouper la communauté locale pour résoudre les tâches publiques avec l'objectif de promouvoir le bien-être des habitants et de préserver les spécificités historiques et locales.»*
>
> *Extrait de l'arrêt de la Cour constitutionnelle fédérale*



Seifhennersdorf dans la commune de la Haute Lusace dans le land de Saxe. (photo mad)

En juin 2014, la même publication (BWGZ 11-12/2014) écrit: «Les initiatives populaires et les votations populaires sont des éléments importants de la Constitution communale bade-wurtembergeoise et représentent la normalité dans ce land. Les pères fondateurs de cette constitution communale l'ont formulée sciemment de cette manière. Ils voulaient mettre le poids sur l'aspect fondamental de l'autonomie communal, c'est-à-dire la responsabilité citoyenne et éveiller l'intérêt des citoyennes et citoyens pour leur commune et son administration.»

Dans la pratique, les droits des communes et de leurs citoyens ont souvent été mis en question au cours des décennies passées. Avec son arrêt de novembre passé, la Cour constitutionnelle fédérale a cependant renforcé l'autonomie communale selon l'article 28 de la Loi fondamentale et mis en exergue sa grande importance pour le système politique de la République fédérale. Elle a ainsi valorisé la responsabilité communale pour les écoles et les droits des communes et des citoyens dans le cadre de droit à l'autonomie communale.

Cet arrêt est important pour tous les länder – également pour le Bade-Wurtemberg

Suite à cet arrêt, tous les autres länder doivent également revoir leur législation et leur pratique politique – également le Bade-Wurtemberg limitrophe de la Suisse. Là, la procédure du «développement régional de l'école» est en train d'être examinée. Le 22 mai 2014, le landtag a réglementé le développement scolaire à l'aide d'une loi sur l'amendement de la loi scolaire, après que le ministre de l'Instruction publique et de la culture du land ait explicitement retenu que l'objectif est de créer des «établissements scolaires performants et efficaces» et qu'à l'avenir on voulait «éviter qu'il y ait des établissements scolaires toujours plus petits».

Un «droit de codécision efficace» pour la commune concernée, tel que l'exige la Cour constitutionnelle fédérale, n'est pas prévu lors de la fermeture planifiée d'établissements scolaires. Au contraire, la nouvelle loi de mai 2014 définit le nombre minimal d'élèves, exige des communes, lorsqu'elles n'atteignent pas ces nombres, de se tenir aux règles du «développement régional de l'école» – c'est-à-dire de se mettre d'accord avec les autres communes de la région pour décider quelles écoles doivent être agrandies, lesquelles maintenues et lesquelles fermées – et définit également que toute école qui s'y oppose ou qui n'atteint pas, à deux reprises, le nombre minimal d'élèves dans les premières classes soient fermées par le ministère de l'Instruction publique du land. Les communes ayant une «Hauptschule» [école secondaire, niveau réduit] sur leur territoire sont les plus concernées.

Même si le «développement régional de l'école» fraîchement créé est pro forma soumis à la compétence des communes, la limitation du droit à l'autogestion de celles-ci ne peut guère être niée. En effet, si dans le débat entre les communes de la région celles-ci ne peuvent pas se mettre d'accord – ce qui est assez prévisible, si aucune commune ne veut abandonner un établissement scolaire –, c'est le ministère de l'Instruction publique du land qui possède le pouvoir de décision finale – sans aucun «droit de codécision efficace» de la commune concernée.

Un arrêt contre la centralisation et l'économisation des écoles

Vu d'un point de vue politique, le «développement régional de l'école» au Bade-Wurtemberg est – de manière similaire à ce qui se passe dans tous les autres länder de l'Allemagne – un pas supplémentaire en direction de davantage de centralisation en direction d'un système scolaire à deux piliers. On prévoit, outre le gymnase

Suite page 7

«A l'avenir ne seront prospères que les régions formant assez de travailleurs qualifiés»

Un entretien avec Karl-Heinz Schmidt, mathématicien diplômé, à Ilmenau

par Dieter Sprock

Le mathématicien diplômé *Karl-Heinz Schmidt* s'est engagé jusqu'à sa retraite en faveur du développement économique de l'arrondissement d'Ilm au sein du Centre de technologie d'Ilmenau. Dans cet arrondissement de Thuringe (Allemagne), se trouvent les villes Arnstadt et Ilmenau ainsi que le «Erfurter Kreuz» – la plus grande zone industrielle de la Thuringe – et l'Université polytechnique d'Ilmenau. La tâche principale dans son travail était le soutien de personnel qualifié dans la région. Karl-Heinz Schmidt est convaincu, que l'orientation professionnelle est un long processus, qui commence déjà à l'école enfantine et à l'école primaire. Il se voyait et se voit encore comme étant un intermédiaire entre l'économie, l'université et les écoles. De nombreux projets réalisés en coopération avec *le groupe de travail Ecole et Economie du cercle Ilmenau* et *le groupe de travail Ecole et Economie* de l'initiative «*Erfurter Kreuz e.V*» en témoignent. (cf. *Horizons et débats* nº 50 du 19/12/11). Ces deux groupes de travail, l'un établi dans l'arrondissement, l'autre au sein des entreprises de la région «Erfurter Kreuz», s'engagent sans cesse pour l'amélioration de la préparation du choix professionnel.

L'initiative «Erfurter Kreuz e. V.»

L'initiative «Erfurter Kreuz e. V.» comprend environ quatre-vingt entreprises – de grandes entreprises ayant politiquement du poids. Etant donné qu'il est actuellement difficile pour les entreprises de trouver des jeunes ayant les qualités requises pour les places de formation – soit parce que le nombre de jeunes terminant l'école régresse, soit parce qu'ils n'ont pas les aptitudes nécessaires –, le groupe de travail Ecole et Economie cherche le contact avec les écoles et les élèves de la région. Il met à disposition des écoles des partenaires de coordination, capables d'arranger les stages nécessaires ciblés au sein des entreprises, pour les aider dans le recrutement de jeunes talents qualifiés. Le groupe de travail analyse et structure les offres et invite les parents à y contribuer par leurs idées. Il a montré aux parents et aux enfants ce qui ce passe dans les entreprises spécifiques et quelle formation y est nécessaire. M. Schmidt est convaincu qu'à l'avenir ce ne seront que les régions formant assez de travailleurs qualifiés qui seront prospères.

Aborder la question de l'enseignement

C'est pour la même raison que le chaos au sein de la formation scolaire préoccupe fortement Karl-Heinz Schmidt. En ce moment, il suit cette question de près, car sa petite-fille est en sixième classe du gymnase. Souvent il manque toute structure systématique dans les matières à apprendre, ce qui exige qu'on doive faire les mêmes efforts à la maison qu'à l'école. Mais cela n'est pas concevable, trouve-t-il, car ce n'est qu'une minorité de parents qui ont le temps et les compétences de le faire. Assez souvent, de jeunes candidats arrivent dans les entreprises sans aucune préparation pour la vie professionnelle. «Prenons en comparaison les étudiants chinois arrivant chez nous, ils apportent tous les qualités nécessaires, ils sont structurés, ils sont travailleurs.» C'est vraiment l'avantage qu'on a quand ont peut comparer plusieurs pays. Selon M. Schmidt, la question de l'enseignement est un des problèmes cruciaux dont il faut s'occuper, car autrement, nous nous retrouverons sous peu dans un trou profond et il faudra beaucoup de temps et de travail pour que ce vide soit à nouveau rempli.

Une offensive en faveur des étudiants décrocheurs

Un tiers des étudiants abandonnent leurs études universitaires après deux ou au maximum quatre semestres. Alors, il faut se demander ce que deviennent ces jeunes gens? M. Schmidt a proposé aux entreprises, d'une commun accord avec les centres de formation professionnelle, de lancer une offensive pour installer un domaine de formation, dans lequel les décrocheurs puissent par exemple faire une formation de travailleur qualifié dans une certaine branche par exemple en deux au lieu de trois ans. Pour lui se sont des travailleurs hautement spécialisés. «Avec deux ou quatre semestres d'études, ils ont une excellente formation de base, et ce serait dommage, si cela devait disparaître mine de rien. Nous devons au moins leur offrir une possibilité pour qu'ils puissent travailler.»

Le problème n'est pas encore résolu, mais M. Schmidt s'est déjà adressé au vice-recteur pour lui proposer de mettre les noms des étudiants décrocheurs sur une liste qu'on pourrait synchroniser avec les besoins de l'industrie, au lieu de simplement les radier de l'ordinateur. Cela est faisable avec peu d'effort. Il connaît plusieurs jeunes ayant pris cette voie de travailleur qualifié et qui en sont très heureux. «Ils avaient une toute autre base, étaient disposés intérieurement et voulaient se qualifier. Vu le manque de travailleurs spécialisés, on ne peut certainement pas laisser ces jeunes traîner dans la rue.» Ce domaine, dit-il, peut encore être développé et il est heureux que sa collègue continue actuellement cet engagement dans le même sens. Elle participe aux groupes de travail et fait le lien vers l'Université et les activités entreprises dans le cadre de «La Science appelle les jeunes».

Le lien entre la théorie et la pratique

Dans la RDA, il était très répandu d'unir le baccalauréat avec une formation professionnelle, et cela n'était certainement pas faux. Outre la seule formation scolaire il y avait toujours aussi une formation pratique afin d'apprendre à connaître la vie réelle. C'est là une chose très importante. «Moi, par exemple, j'ai appris mécanicien outilleur pendant mon temps normal de préparation du bac.» Cette profession lui a fourni un grand nombre de facultés pratiques l'ayant accompagné toute sa vie. «J'ai toujours pu m'aider moi-même, et en outre ces facultés m'ont permis de faire de nouvelles découvertes. J'ai appris à penser en trois dimensions, à construire des outils ou à comprendre comment quelque chose est produit.» C'est pourquoi cela lui a facilité les études. Le lien entre la théorie et la pratique n'est pas remplaçable par autre chose, cela l'a toujours motivé à travailler dans ce sens.

L'Université polytechnique d'Ilmenau a une bonne réputation. On vient véritablement chercher les étudiants dès qu'ils ont terminés leurs études. Lors d'une foire organisée par les étudiants, des entreprises se présentent avec leurs possibilités. Les étudiants amènent directement leurs dossiers de candidature sur place et les entreprises leur proposent les branches à disposition pour y conclure directement des contrats. «Il faut absolument préserver ce savoir-faire», déclare M. Schmidt.

Pendant cet entretien, j'ai remarqué que Karl-Heinz Schmidt ne se limite jamais à émettre des critiques, il va toujours de l'avant et cherche des solutions. Cette approche personnelle a-t-elle éventuellement à faire avec son passé sportif comme spécialiste du saut à skis? Il m'a en effet révélé que ce sport lui avait donné énormément plaisir. •

(Traduction *Horizons et débats)*

«Les communes ont le droit …»
suite de la page 6

(ou lycée), plus qu'un seul type d'école pour tous les élèves et tous les niveaux. Consciemment, on veut créer de grands établissements scolaires, consciemment, on veut avoir dans les écoles un ensemble d'élèves aussi divers, aussi hétérogène que possible. Le résultat: dans les grandes unités, il y a un manque de relations humaines, un enseignement dirigé par le maître au sein d'une communauté de classe n'est plus possible. Les arguments économiques y jouent un rôle primordial – également en Bade-Wurtemberg. Là aussi, le gouvernement veut faire des économies dans le domaine de l'instruction publique. Plusieurs années en arrière, l'OCDE a fait des propositions dans ce sens. L'Etat doit faire des économies dans les domaines de l'instruction et de la santé publiques. En été 2013, le ministre-président du land, le Vert *Winfried Kretschmann,* a déclaré que vu la situation financière critique du land, il fallait avancer plus rapidement dans le domaine des «réformes scolaires» planifiées.

«Promouvoir le bien-être des habitants et préserver les spécificités historiques et locales»

La Cour constitutionnelle fédérale a rejeté cet argument. Elle a formulé les réflexions suivantes: «La garantie de l'autogestion communale est l'expression de la décision constitutionnelle pour une administration organisée de manière décentralisée et soutenue par les citoyens. […] L'image de l'autogestion […] est fortement influencée par le principe de la participation. L'autogestion locale signifie, selon son intention, d'activer les participants à s'occuper de leurs propres affaires, de regrouper la communauté locale pour résoudre les tâches publiques avec l'objectif de promouvoir le bien-être des habitants et de préserver les spécificités historiques et locales.»

La Cour n'accepte pas non plus l'affirmation que l'Etat doive s'occuper de l'accomplissement des tâches parce que l'argent nécessaire manque aux communes. Au lieu de cela, il stipule que «quand il s'agit de la détermination des tâches de la communauté locale, il n'importe pas de savoir si la force administrative d'une commune est réellement suffisante pour accomplir ces tâches. Il est déterminant de savoir si une tâche communale représente un avantage pour les intérêts spécifiques des habitants et si elle permet également de faciliter l'accomplissement d'autres tâches. La solidité financière des communes individuelles n'a au fond aucune influence sur la définition des affaires de la communauté locale; selon art. 28 al. 2 de la Loi fondamentale, c'est, le cas échéant, à l'Etat de mettre à disposition des communes les moyens financiers dont elles ont besoin pour accomplir leurs tâches.»

Face aux réflexions politico-démocratiques, les considérations économiques doivent passer au second plan

Selon la Cour, l'«efficience» ne doit jamais être le seul critère. Au lieu de cela, la Cour constitutionnelle fédérale considère que: «Le législateur doit trouver une équité raisonnable entre les aspects de l'efficience administrative et de la proximité par rapport au citoyen.» Le législateur n'a pas le droit de soustraire des tâches locales aux communes uniquement pour des raisons touchant au bien commun. «Le seul but de simplifier les activités administratives ou de concentrer les compétences – notamment par souci de clarté au sein de l'administration publique – n'est jamais une raison pour justifier le retrait d'une tâche […].» La Constitution oppose «les aspects politico-démocratiques de la participation des citoyens locaux à l'accomplissement des tâches publiques aux considérations économiques et donne la priorité aux premiers.»

Seifhennersdorf se bat depuis 2010 pour pouvoir garder son école secondaire. Avant l'arrêt de la Cour, cette école était vouée à la fermeture. Tous les efforts de la commune pour garder ouverte cette école malgré le nombre insuffisant d'élèves (pendant 2 ans, des parents ont organisé eux-mêmes l'enseignement de leurs enfants avec l'aide d'enseignants retraités ou indépendants; les parents ont planifié la création d'une école privée pour pouvoir continuer à scolariser leurs enfants dans la commune) n'ont pas été pris en compte par le gouvernement du land de Saxe et de ses autorités. Le dernier espoir des citoyennes et citoyens de cette petite localité en Saxe était la Cour constitutionnelle fédérale.

Le 14 avril 2014, le quotidien «tageszeitung» de Berlin a publié une prise de position du maire de cette localité: «Karin Berndt s'est adressée au tribunal administratif au nom de sa commune pour s'opposer à la fermeture de l'école. Pourquoi les enfants devraient-ils parcourir de longs trajets en bus et y perdre de leur temps de vie si nous avons chez nous une école intacte? Pourquoi devoir attendre le bus dans le froid? Les bâtiments scolaires appartiennent de toute façon aux communes. Pourquoi n'auraient-elles rien à dire lorsqu'il s'agit de fermetures d'écoles? En bref: Les communes doivent financer leurs écoles, mais sans avoir voix au chapitre – voilà une violation de l'autogestion communale.»

A la suite de l'arrêt de la Cour constitutionnelle fédérale, cela doit changer – et pas seulement à Seifhennersdorf. •

Courrier des lecteurs

TTIP: la croissance ne justifie pas tout

Réfléxions suite à l'article de M. Hamer paru dans Horizons et débats nº 29 du 8/12/14

Les pouvoirs en place dans les divers pays de l'Union européenne s'appliquent avec acharnement à faire croire aux gens que la seule voie possible pour le futur de leurs pays est celle de l'Union. En même temps, en coulisses, se dessine discrètement, à l'abri des regards, l'avenir de l'Europe. Mais pas l'Europe des peuples et des nations, mais celle des grandes multinationales et de la finance.

Le 9 octobre 2014, le gouvernement européen sous pression accepte enfin de rendre public le mandat des négociations du *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement* (PTCI, TTIP en anglais) entre la Commission européenne et les Etats-Unis. Ce partenariat intervient massivement, entre autres dispositions commerciales, sur les souverainetés nationales en abolissant les taxes douanières, en supprimant le marquage des OGM sur les produits, en autorisant l'importation de viande traitée aux hormones, en éliminant les directives étatiques visant à réguler le secteur financier etc. En résumé, il fait disparaître toutes les normes contraignantes et les entraves à l'investissement pour les multinationales américaines sur sol européen afin que ces dernières se sentent «comme à la maison». En cas de problèmes juridiques avec un Etat, c'est un tribunal américain qui réglerait les cas.

Ces négociations concernant le TTIP se sont tenues en secret pendant 16 mois sur la volonté des Etats-Unis; et cela bien entendu sans consulter les peuples d'Europe. Les peuples n'ont pas leur mot à dire lorsque l'oligarchie se met à table… Pour justifier ce «partenariat», la Commission européenne fait miroiter une petite augmentation de la croissance. Les commissaires européens vont malheureusement poursuivre ces négociations et continuer à subir le dictat américain. Aux regards de ces faits inquiétants, je me demande pourquoi trop de politiciens suisses tiennent encore un discours pro-européen et pourquoi ils s'appliquent à ne jamais rien faire qui puisse froisser les commissaires de Bruxelles. Ces derniers ne se gênent pas de froisser les peuples! Est-ce pour la croissance de la Suisse? La croissance justifierait-elle les pires aberrations? N'y a-t-il donc plus que la croissance qui pèse dans la balance des décisions politiques?

Yann Marbach, Fribourg

Comment Samedan a maîtrisé la Flaz

Premier changement du tracé d'une rivière de montagne – aujourd'hui un projet phare au le plan international

par Heini Hofmann

Samedan dans l'Engadine, connu pour son aérodrome de montagne et son hôpital d'urgence, le plus haut d'Europe, compte aussi un autre atout: le premier changement du tracé d'une rivière de montagne dans le cadre de la protection contre les crues. C'est un ouvrage phare qui confirme que grâce à la volonté commune, on trouve toujours une solution.

«Il fö e l'ova sun buns servituors, ma noschs patruns» («Le feu et l'eau sont de bons serviteurs, mais de mauvais maîtres»), dit un vieux dicton romanche. Cela veut dire que sans eau, il n'y a pas de vie (Wassernot), de même que des eaux déchaînées peuvent apporter mort et destruction (Wassersnot). A Samedan, qui porte judicieusement le Verseau dans son blason, on le sait par amère expérience.

Donc, il fallait agir: les décisions courageuses des responsables et de la population ont permis de réaliser en seulement quatre ans (2002–2006) un ouvrage technique hydraulique unique en son genre à l'époque. *Thomas Nievergelt,* ancien président de la commune et promoteur, remarque aujourd'hui avec fierté que cet ouvrage «est exemplaire pour la sécurité, la qualité de vie et la nature».

Deux rivières complètement différentes

Les pères fondateurs de Samedan ont bien réfléchi lorsqu'ils ont choisi, pour construire leur village, une terrasse au-dessus de la plaine, protégée des avalanches et des crues. Ici on était en sécurité mais au début du XXe siècle le village s'est étendu dans la plaine et on a sous-estimé les dangers car les deux rivières de montagne complètement différentes s'y sont frayées un chemin, l'Inn serein et la Flaz récalcitrante.

Tandis que l'Inn, obtempéré par les lacs de l'Engadine, n'a à offrir que des pointes de crues tempérées et n'apporte presque pas de sédiments, la Flaz transporte de la région du massif de la Bernina, alimentée par les rivière Bernina et Roseg, de grandes quantités de sable et de pierres. Elle est alors aussi responsable pour la plaine alluviale de 70 mètres d'épaisseur de Samedan, née d'innombrables crues depuis la dernière période glaciaire.

Il y avait de grands risques pour Samedan lorsque en août ou en septembre – d'importantes précipitations transformaient la Flaz en un torrent. L'afflux considérable d'eau du glacier Roseg pouvait également, comme en 1954, aggraver la situation.

Des catastrophes rares mais dévastatrices

Tandis que les bassins d'alimentation de l'Inn et de la Flaz ne diffèrent pas beaucoup quant à leur superficie, la partie glaciaire de la Flaz est pourtant huit fois plus grande. Les glaciers peuvent stocker de grandes quantités d'eau et atténuent ainsi les dangers de crues mais si des précipitations extrêmes coïncident avec une forte période intense de fonte de glace, le danger des crues monte massivement. De l'autre côté le permafrost en disparition mène à plus de coulées de boue et ainsi à plus de sédiments dans la rivière.

Les crues extrêmes et engendrant des dégâts sont rares, mais dans la plupart des cas elles sont inattendues et dévastatrices. Au cours des deux siècles derniers, leur cadence était entre 15 et 20 ans. Les crues les plus graves étaient en 1888 et 1954, suivies de celles de 1834 et 1868 et finalement celle du 18 juillet 1987 lorsque l'Inn a presque débordé sur les digues.

Idée précoce d'un changement de concept

Les constructions de digues du début du XXe siècle se sont avérées, déjà lors des inondations dévastatrices des années vingt, comme insuffisantes. C'est pourquoi le conseil communal a proposé déjà en 1932 un changement de concept fondamental en intégrant un trop-plein pour la Flaz et en substituant la digue ferroviaire à des ponts. Mais à Berne, les seigneurs font la sourde oreille et «refusent de tenir compte de la cause et des effets des circonstances dûes à une force majeure» …

Mais un long processus décisionnel au niveau politique a mené en 1995 à ce que l'*Ecole polytechnique fédérale de Zurich* (ETHZ) effectue des études détaillées qui prouvent clairement le risque de crues à Samedan. Par la suite, le canton a interdit toute construction dans les zones les plus exposées qui se situent d'ailleurs dans la région la plus peuplée de Samedan (!). Ainsi il a mis la commune à contribution. Il fallait absolument agir.

Projet pilote pour le changement du tracé de la rivière de montagne

Le 15 juillet 2000, on a pris la décision judicieuse – malgré les coûts considérables – en faveur d'une solution globale et orientée vers l'avenir. Au lieu d'un simple assainissement de la construction technique des ouvrages de protection existants, on s'est décidé pour le changement du tracé de la Flaz, la rivière la plus problématique des deux, un projet pilote unique en son genre.

La population et en particulier les agriculteurs concernés ont fait preuve de clairvoyance en adoptant cette proposition du Conseil municipal lors de l'Assemblée communale par 128 voix contre 6. Lors de la votation aux urnes en automne, le crédit brut de 28,4 millions de francs (avec un crédit net de 6,6 millions de francs à la charge de la commune) a été approuvé confortablement par 459 contre145 voix. La commune a opté pour un avenir sûr, aussi pour les générations futures, et a reconnu les chances sur le plan écologique et touristique.

Il est incroyable combien de matériaux sont transférés lors d'un tel exercice. (photo: commune de Samedan)

L'Office fédéral des eaux et de la géologie, content de ce projet pilote durable du canton et de la commune, a accordé un supplément de 11% au montant maximal de subvention pour le canton de 39%. Cela veut dire que la Confédération a accordé une subvention de 50%, soit 14,2 millions de francs. Et tout le monde était satisfait! Cette histoire rappelle un peu la tactique de l'obstruction positive de *Danilo Dolci:* d'abord réaliser, ensuite encaisser.

Quels sont les avantages de ce projet courageux?

Cet ouvrage du siècle répond à des prescriptions de la protection moderne contre les crues: la zone urbanisée avec un haut potentiel de dégâts est exempte du danger et la zone des inondations se trouve maintenant dans une région moins sensible. Mais aussi la nature y a gagné: grâce à la nouvelle Flaz et le démontage des ouvrages obsolètes de l'ancien cours et grâce à l'Inn renaturé sont nés de nouveaux espaces vitaux pour la flore et la faune.

Bref, ce projet pilote courageux et réalisé en un temps record, a apporté une revalorisation écologique précieuse du paysage et a assuré les moyens de subsistance dans la vallée pour des générations: une situation win-win pour l'homme et la nature. Ou bien autrement formulé: un exemple modèle de ce qui peut être atteint lorsque tous les concernés témoignent de la capacité au consensus et de la bonne volonté à collaborer et lorsqu'une politique d'information active et ouverte crée de la confiance.

Dans un temps où la jalousie, la peur et un optimisme manquant empêchent souvent de grands coups, il a été possible de réaliser ce projet gigantesque grâce à l'action courageuse et à la volonté de coopérer. Le résultat prouve de manière évidente que la sécurité va de pair avec une requête écologique. Cela fait foi de modèle et apporte la considération internationale. L'esprit de pionnier de la Haute Engadine est réanimé. Jugement rétrospectif lucide: une entreprise qui mérite la note maximale. •

Changement dans la protection contre les crues

HH. L'eau, un bien précieux peut muter d'une bénédiction en une malédiction, lorsque les ruisseaux et les rivières déchaînées débordent et provoquent des dégâts importants ou même sèment la mort. Pour ces raisons – sachant qu'il n'y a pas de sécurité absolue – les mesures prises pour réduire les risques étaient toujours améliorées au fur et à mesure des connaissances en soignant les forêts de protection, avec des prescriptions pour les zones à bâtir et les ouvrages de protection.

Mais bientôt on a constaté que des cours d'eau évidés et canalisés peuvent avoir des effets contraires, à savoir une accumulation de risques d'inondations. Donc, il ne suffit pas d'avoir des barrages et des digues. Une protection durable contre les crues tient compte des surfaces inondables par des cours d'eau, disons qu'il faut évaluer les inconvénients économiques et les avantages écologiques.

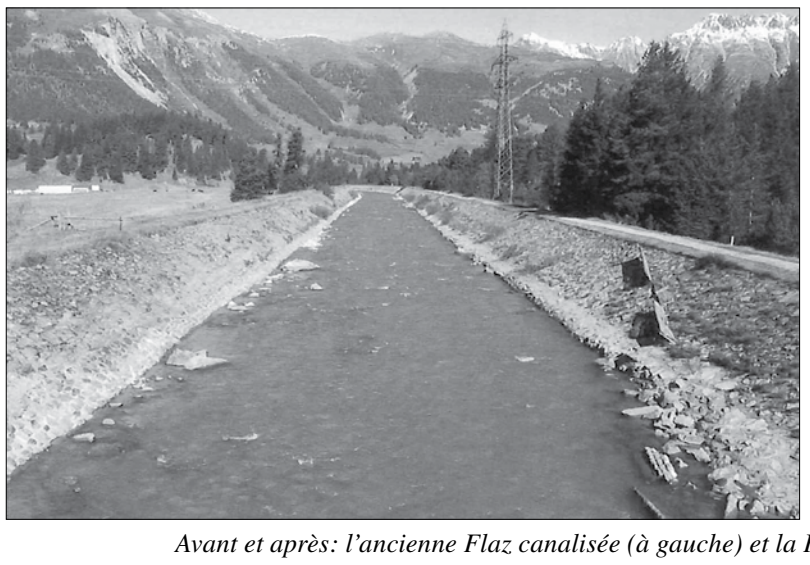
La déviation de la Flaz et la renaturation de l'Inn ont réussi de manière exemplaire à Samedan. Le résultat est un grand bénéfice pour les hommes et la nature. Et ce qui est spécial en plus: l'ouvrage créé par l'homme est terminé, mais c'est la nature qui règle les «travaux finaux». C'est elle qui va marquer de son empreinte la nouvelle plaine de Samedan – pour le plaisir des habitants et des touristes.

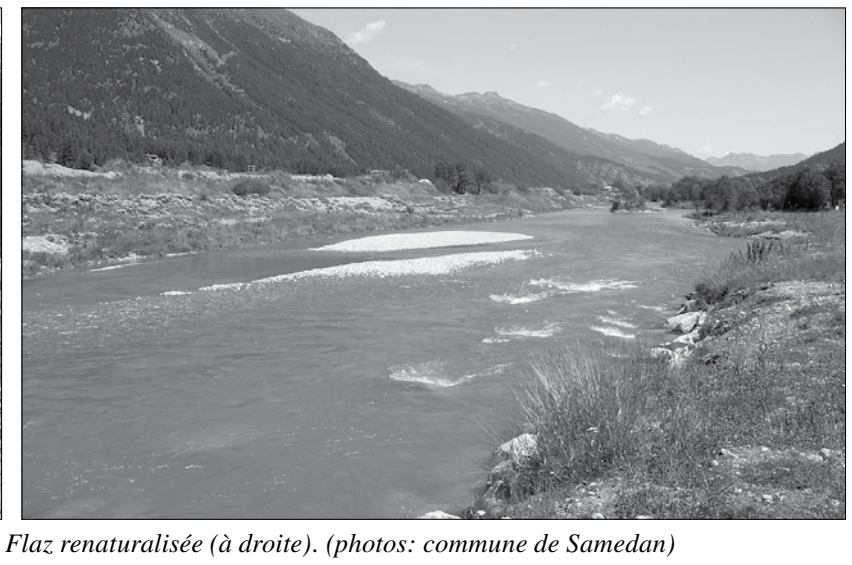
Un projet de construction pas comme les autres

HH. Un tel projet de construction du siècle était spécial aussi pour les experts, rien qu'en considérant la surface de 100 hectares. Ainsi le projet Flaz devait être divisé en 12 lots de construction avec 5 objets de constructions de pont et 4 objets hydrauliques, un déplacement provisoire de route et un projet de renaturation.

Effectivement, pour la mise en œuvre de ce projet important – dont faisait partie un groupe d'accompagnement écologique, les offices cantonaux, tous les services, toutes les personnes intéressées et les riverains – les exigences à la recherche d'un consensus étaient grandes. Mais finalement tout le monde était fier du résultat.

Cela se voit particulièrement bien dans la conclusion d'un conducteur de pelle: «C'était unique. On pouvait aller à la limite des machines. Tout le monde avait un grand interêt à y travailler. Alors que sur les petits chantiers il y a toujours des temps d'attente, ce n'était pas le cas ici. Le couronnement de la digue aurait été un bricolage inutile. Maintenant nous avons une solution parfaite.» Ceci dit, il va se promener sur les nouveaux chemins de randonnées avec sa famille …





Avant et après: l'ancienne Flaz canalisée (à gauche) et la Flaz renaturalisée (à droite). (photos: commune de Samedan)